

LES INTERPRÉTATIONS THÉORIQUES de L'EXPÉRIENCE CORPORATIVE EN ITALIE

THÈSE

POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le 20 Décembre 1941, à 14 heures

PAR

Faust ROCCA

MEMBRES DU JURY :

PRÉSIDENT : M. PERROUX, *Professeur*

SUFFRAGANTS { M. JAMES, *Professeur*
 { M. FROMONT, *Professeur*

PARIS

LIBRAIRIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

3, RUE SOUFFLOT, PARIS (V')

1941

**Les Interprétations théoriques
de
l'expérience corporative en Italie**

*La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.*



A MON PERE



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41553007_0005

INTRODUCTION

La matière de corporatisme qui représente l'aspect social et juridique le plus original du régime fasciste a, au cours de ces dernières années attiré d'une façon toute particulière l'attention des économistes. Quelques-uns ont cédé à la curiosité scientifique, mais la plupart ont recherché dans cette organisation le remède aux nombreux maux qui accablaient avant cette guerre l'économie de toutes les grandes nations civilisées.

Sans chercher à prouver que le régime corporatif représente le remède le plus efficace, nous essaierons de mettre en relief ce qui, dans l'expérience corporative qui s'est déroulée sous nos yeux jusqu'à ce jour, peut apparaître comme susceptible de combler certaines lacunes inhérentes au régime capitaliste ou constituer, dans le domaine théorique, des innovations fécondes.

Le corporatisme n'est pas en effet la suppression du régime capitaliste, mais sa correction et son remède. Sans lui, le capitalisme était destiné à périr par le fait même de sa fatale évolution. C'est là une vérité fondamentale formulée par le Professeur Perroux (1).

(1) *Capitalisme et communauté de Travail*. Paris, 1938.

« Le problème que reconnaît et tend à résoudre le corporatisme moderne est né du capitalisme et ne disparaîtra qu'avec lui. Ce problème est celui que posent la séparation du travail et du capital dans une économie de forme capitaliste et les antagonismes de classes qui en sont la suite. On voit ainsi pourquoi le corporatisme contemporain tend à devenir comme le capitalisme un système économique ».

Cette conception est également celle de M. Mussolini qui dit, dans l'un de ses discours : « Pour la doctrine fasciste, capital et travail ne sont pas deux termes en contradiction. Ce sont deux termes qui se complètent ; l'un ne peut rien faire sans l'autre et par conséquent ils doivent s'entendre et ils le peuvent ».

Le terme « expérience corporative » est-il bien exact ? ne peut-on pas, dès maintenant concevoir scientifiquement le corporatisme ? ou doit-on ne le considérer encore que comme la somme de mesures purement empiriques dictées par les nécessités du moment ?

Les réponses à cette question sont loin d'être concordantes et, en Italie même, nombreux sont les savants qui opinent pour la seconde.

Les économistes purs qui par le processus d'abstraction construisent de toute pièce « l'homo-œconomicus » soumettent la vie économique à des lois immuables, établies une fois pour toutes, sont généralement hostiles à l'admission du corporatisme dans le domaine de la science.

D'autres plus électiques distinguent entre raisons économiques et raisons sociales affirmant l'impossibilité pour la science économique, nécessairement schématique et abstraite, d'embrasser la vie dans tout ce qu'elle a de concret et de complexe dans son éternelle évolution historique, créant ainsi un dualisme entre science et vie politique.

Ces derniers considèrent aussi le corporatisme comme un simple phénomène social insusceptible de donner lieu à une élaboration scientifique, tout au plus capable d'une interprétation doctrinale toute relative au même titre que le libéralisme, le marxisme, le communisme.

Par contre, pour certains savants, qui représentent encore une faible minorité, il faudrait parler de « science économique corporative » et non de simple « ordre politique » (1) pour cette raison que la science devant se plier à la vie doit la suivre lorsque la réalité sociale qu'elle représente se transforme pour progresser vers une forme nouvelle : le corporatisme.

Sans fonder la science de l'économie sur une catégorie au sens philosophique du mot plutôt que sur un objet, il faut toutefois admettre que l'économie corporative, en raison de sa récente naissance, n'a pas encore acquis toutes les qualités nécessaires pour obtenir droit de cité dans le domaine scientifique.

Primum vivere, deinde philosophare.

C'est la lutte, l'action quotidienne, qui, jusqu'à présent, ont surtout apporté les principaux matériaux de l'édifice corporatif grâce à la méthode réaliste et inductive.

De nombreux économistes italiens sont de cet avis, Del Vecchio, Lello Gangemi, Massimo Fovel même, grand défenseur de la doctrine corporative ; quant à de Pietri Tonelli, il n'y voit qu'un « mouvement social complexe ayant ses idéaux pratiques... ses normes pratiques... et se manifestant par des actes..., mais ni aspirations, ni préconcepts, ni préceptes, ni

(1) U. SPIRITO. *La critica della economia liberale*. Milan, 1930.

même actes ne doivent être confondus avec des théorèmes scientifiques. L'économie rationnelle et la politique économique sont des connaissances et rentrent dans le domaine de la pure activité spirituelle. Le fascisme est action et entre dans le domaine de l'activité pratique (1).

« Autre chose est l'activité théorique qui vise à comprendre la réalité sociale et autre chose l'activité pratique qui la modifie » (2).

Cette condamnation formelle semble nier tout dynamisme à la science qui piétinerait en se tarissant dans des formules rigides et abstraites. L'adaptation de la nouvelle économie à ces lois lui ferait perdre contact avec la réalité au rythme de laquelle elle doit au contraire s'adapter pour permettre l'énonciation de nouveaux axiomes. Sans partager cette manière de voir nous pensons toutefois que le fait corporatif est trop récent pour pouvoir déjà porter le fruit scientifique.

Dans son discours du 13 janvier 1934, à l'occasion de la présentation de la loi sur les corporations, le Duce lui même affirme : « Cette loi n'est pas seulement le résultat de la doctrine... mais de douze années d'expérience, vivante, vécue, pratique et quotidienne durant lesquelles tous les problèmes de la vie nationale du point de vue de l'économie, problèmes toujours prismatiques et complexes, se sont présentés à moi ».

Il y a donc lieu de considérer que jusqu'à ce jour le corporatisme n'est qu'une immense expérience destinée à servir plus tard de champ à la recherche scientifique, comme le

(1) Extrait de la *Critica Fascista*, du 15 octobre 1928.

(2) *Di una scienza della politica economia in Rivista di politica economica*, 1929.

remarque le Professeur Lescure (1) « Le fascisme a été un mouvement doublé d'une doctrine. A son origine il n'a rien d'une idéologie ; il est une réaction violente, énergique contre les faits, contre le désordre, contre l'anarchie, mais il affirme qu'il n'a pas, qu'il ne veut pas avoir de doctrine, qu'il sera électique, qu'il prendra son bien où il le trouvera ».

Mais déjà les faits dont il s'agit font de toute part et plus particulièrement en Italie, l'objet d'une étude méthodique, précise et minutieuse.

M. Perroux (2) le note : « Au commencement du fascisme était l'action. Puis vint le commentaire et même la doctrine ».

« Mais cette doctrine se ressent des circonstances troublées de sa naissance. Les mots d'ordre de pouvoir sont recueillis, diffusés, exécutés. Mais la subtilité et l'enthousiasme de l'esprit latin en donnent des interprétations contradictoires. Le fascisme a ses orthodoxes et ses hérétiques et l'orthodoxie elle-même a évolué ».

Certes, on parle de fonction corporative depuis 1921, mais la création matérielle des corporations en Italie qui ne date que de la loi du 3 février 1934 est trop récente pour qu'il soit possible de trouver déjà élaborée une théorie générale et philosophique du corporatisme. Nous nous efforcerons seulement de recueillir en les harmonisant et en les liant les interprétations doctrinales les plus originales et les plus constructives qui ont été déduites de l'expérience corporative.

Elles nous permettront d'apercevoir dans le nouveau ré-

(1) *Cours d'Economie sociale comparée*. Paris, 1939.

(2) *Economie corporative et système capitaliste*. Paris, 1933.

gime, les correctifs susceptibles d'équilibrer et de régulariser l'économie d'une grande nation.

Il sera toutefois nécessaire d'examiner rapidement au préalable les conditions qui ont déterminé l'apparition du phénomène corporatif et les caractéristiques générales de ce dernier.

CHAPITRE PREMIER

LE CORPORATISME EST LA RESULTANTE INELUCTABLE DES FORCES EVOLUTIVES DU REGIME CAPITALISTE

1. LE RÉGIME DE LIBRE CONCURRENCE PARFAITE. — 2. SA TRANSFORMATION ET SON ÉVOLUTION. — 3. APPARITION DE LA NÉCESSITÉ D'UN CONTRÔLE. — 4. EXIGENCE THÉORIQUE DE L'ÉCONOMIE CORPORATIVE, SES CARACTÈRES. — 5. NÉCESSITÉ DU CARACTÈRE D'INJONCTION DU CORPORATISME. — 6. COMPARAISON AVEC LES CORPORATIONS SOUS L'ANCIEN RÉGIME ET AVEC LE CORPORATISME D'ASSOCIATION.

1. A l'état pur et tel qu'il est obtenu par le processus d'abstraction de l'économie pure, le régime capitaliste s'identifiant avec celui de la libre concurrence parfaite, représente le moyen le plus apte à obtenir le maximum d'utilité collective.

En effet le régime libéral et concurrentiel assure l'équilibre automatique du marché des produits et du marché des services ; il abaisse les prix au taux le plus voisin possible des coûts de production ; stimule le progrès technique et la production par l'élasticité du profit ; s'adapte avec le maximum de rapidité, aux variations des goûts des consomma-

teurs et aux changements des conditions du marché ; provoque une production plus abondante et une consommation plus riche. Cette augmentation de la quantité des produits entraîne encore une diminution du prix de revient par unité (loi des coûts décroissants).

Tous ces résultats, le régime de la libre concurrence parfaite les obtient automatiquement par sa force interne, sans recours à aucune force externe quelle qu'elle soit. Au contraire toute intervention, toute mesure protectrice entraîne une perte de richesse.

Mais il ne s'agit là que d'une vérité d'économie pure, d'une « vérité de laboratoire » que l'expérience nie quelquefois et très souvent dénature à un point tel que le principe de la libre concurrence étayé sur la fiction de l'« homo œconomicus » ne peut plus être considéré comme l'unique critère de mise en valeur des faits.

Ainsi parmi les nombreuses lois d'économie pure, si nous prenons la loi d'indifférence de Jevons suivant laquelle il ne peut coexister, dans un marché libre déterminé, à un moment également déterminé, des prix divers pour la même marchandise, le jeu de l'offre et de la demande tendant à éliminer les différences provoquées par les obstacles, nous nous apercevons, en fait, qu'il s'agisse d'un prix de marchandise ou du salaire, que cette règle ne se vérifie pas entièrement en pratique. Pour le salaire, par exemple, des différences existent d'une région à l'autre, d'une profession à l'autre, de la campagne à la ville ; la mobilité du travail n'est pas parfaite dans la réalité, de nombreux éléments extra-économiques d'ordre moral, psychologique, familial, juridique même, constituent autant de causes perturbatrices qui avaient été éliminées des prémisses de la loi théorique.

Il faut toutefois reconnaître que les deux principaux le-

viers de ce système ; libre concurrence et intérêt personnel ont joué un rôle essentiel lorsque le système capitaliste est né ; ils ont constitué, joints au développement de la société anonyme, le moteur principal de son développement quasi-vertical. Mais les bienfaits, même atténués, de la concurrence parfaite n'existent que durant la jeunesse du système capitaliste. A cette période seulement, il conserve sa virilité et son automatisme.

2. La vie économique a, en fait, dans sa trajectoire, largement dépassé les faits initiaux sur lesquels ont été élaborés les théorèmes classiques.

« Le certain est, écrit M. Perroux, que le système capitaliste semble avoir perdu l'automatisme de son fonctionnement, et cela *non pour des raisons accidentelles mais pour des motifs qui tiennent à son évolution même* ».

« Cet automatisme ne joue que si les économies sont formées d'un grand nombre d'entreprises de dimension telle qu'aucune d'elles ne puisse exercer directement une influence sur les prix. Sous cette condition, le prix tend à adapter le produit à la consommation, l'épargne à la production et, en déplaçant les facteurs capital et travail, à amener le système à une position d'équilibre qui réalise le maximum d'ophélimité ».

« Or la condition fondamentale du jeu de ce mécanisme a été éliminée du capitalisme par sa croissance même » (1).

La lutte économique entre les entreprises entraîne, en régime de libre concurrence, l'élimination des plus faibles, en raison d'un coût de revient plus élevé, d'une organisation technique inférieure, ou d'une gestion imparfaite. Les entreprises encore existantes tentent de produire le plus possi-

(1) *Capitalisme et communauté de Travail*. Paris, 1938.

ble pour augmenter leur profit, mais la baisse des prix qui en résulte et le poids croissant des dépenses générales entraînées par leur agrandissement, les incitent à s'entendre. Selon l'expression de Proudhon « la concurrence tue la concurrence ».

Cette tendance est encore accélérée par le fait que l'évolution technique de l'organisation industrielle actuelle entraînant l'extension des installations de biens instrumentaux toujours plus perfectionnées, crée une proportion croissante de capitaux fixes par rapport aux capitaux liquides. Le transfert rapide d'une entreprise moins bonne à une entreprise meilleure ou d'une branche à l'autre de la production suivant la situation du marché, quand la dynamique économique le commande, serait, sans accord, sérieusement entravé. La concentration est accrue également par la diminution du rôle joué par la petite épargne dans l'alimentation des besoins des nouveaux investissements. La banque qui la remplace augmente l'ampleur du crédit, le distribuant aveuglément et détruisant l'équilibre indispensable entre épargne et investissements qui était auparavant assuré par le jeu des actions et des réactions des sujets économiques.

Cette évolution a été décrite par le Duce dans son grand discours prononcé le 14 novembre 1933, à Rome, à l'Assemblée générale du Conseil National des corporations :

« ...Après 1870 un changement a lieu. Ce n'est plus la lutte pour la vie, la libre concurrence, la sélection du plus fort. On ressent les premiers symptômes de la fatigue et de la déviation du monde capitaliste. L'ère commence des cartels, des syndicats, des consortiums, des trust... on peut dire qu'il n'est pas un secteur de la vie économique des pays d'Europe et d'Amérique où ces forces qui caractérisent le capitalisme ne se soient formées. Mais quelle est la consé-

quence ? La fin de la libre concurrence. La loi même de l'offre et de la demande a cessé d'être un dogme puisque l'on peut, à travers les cartels et les trusts, agir et sur l'offre et sur la demande... Ce qui était physiologie devient pathologie ».

La constitution de ces syndicats industriels est tout d'abord considérée, par le législateur, comme un phénomène pathologique de l'organisme économique. On ne pense pas encore que cette transformation économique doit constituer un nouveau domaine pour l'élaboration de la science économique et les partisans du libéralisme, hostiles à ce capitalisme de grandes unités, continuent de demeurer attachés à leurs vieux dogmes.

Le professeur U. Spirito a, dans les lignes suivantes, montré de façon saisissante l'erreur dans laquelle se trouvaient ces derniers (1) :

« C'est un fait que la vie économique va rapidement en s'orientant vers les formes d'économie collective et publique, que l'expérience syndicale et coopératrice va s'élargissant avec un rythme impressionnant, que les formes industrielles et commerciales des cartels et des trusts tendent à dominer la production, que le capitalisme acquiert une nature sociale et que le développement des sociétés anonymes et leur tendance à fusionner pour constituer des organismes toujours plus complexes et vastes, est un des phénomènes les plus caractéristiques de la vie économique contemporaine, que la protection douanière va s'accroissant et devient un instrument ordinaire de lutte économique, que les marchés se sont agrandis au point de devenir un seul grand marché

(1) *Scienza economica e vita politica* dans *Bibliografia Facista*, 15-30 octobre 1929.

mondial, que la vie économique internationale a acquis une importance toujours plus grande par rapport à celle nationale, que la banque nationale et internationale a atteint une puissance gigantesque... qu'enfin l'Etat éprouve le besoin d'intervenir toujours plus intensément et profondément dans la vie économique de la nation : ce fait, malheureusement n'a pas encore réussi à convaincre les économistes et à faire penser que le fondement individualiste de leur économie n'a plus raison d'être ».

« Il faut donc se persuader, ajoute-t-il dans le même ouvrage, que le principe de la libre concurrence ne peut plus être le fondement de l'économie, mais seulement un de ses éléments ; sa valeur est absolument relative et devant les nouvelles formes économiques toujours plus gigantesques et coalisées, très souvent secondaire ».

Cette évolution de l'économie capitaliste doublée dans le domaine social par la formation de syndicats monopoleurs transformant le libéralisme à petites unités en un régime à monopole bilatéral a été longuement étudiée par la doctrine, éclairant ainsi les pouvoirs publics qui ne pouvaient se désintéresser de cette nouvelle situation. Vico en mettant en évidence la loi des sociétés montantes et descendantes a exercé à cet égard une grande influence sur la pensée fasciste ; Sombart en Allemagne en déduit la fin du capitalisme.

3. Il convenait, en effet, l'empêcher ces « formations spontanées » dont l'existence est justifiée en fait, de profiter de leur situation économique privilégiée pour exercer une véritable dictature à base d'intérêt particulier.

Par leur importance même, ces entreprises atteignent des dimensions qui les font ressembler plus à des organismes publics et administratifs qu'à des entreprises privées ; l'as-

pect financier prend une plus grosse importance que la gestion technique.

« Quand donc l'entreprise capitaliste cesse-t-elle d'être un fait économique ? Lorsque ses dimensions la conduisent à être un fait social. C'est le moment précis où l'entreprise capitaliste, quand elle se trouve en difficulté, court se jeter entre les bras de l'Etat. C'est le moment où naît et se rend de plus en plus nécessaire l'intervention de l'Etat » (1).

C'est ainsi que l'attention de l'Etat étant attirée, se pose nécessairement la question du contrôle de ces formations de monopole qui régissent à leur guise les prix et la production. Mais cette intervention ne doit pas être sporadique ni le fait d'un état bureaucratique du type Etat socialiste. Il faut un encadrement destiné à coordonner l'économie et une intervention capable de rompre la cristallisation provoquée par la concentration et susceptible de créer un nouvel équilibre dont le jeu puisse se substituer à l'équilibre de concurrence faussé. Ces deux conditions ne peuvent se réaliser que dans un régime de corporatisme d'Etat tel qu'il existe en Italie où les organes corporatifs et étatiques sont les représentations du même principe de souveraineté.

4. Ainsi se trouve définie l'exigence théorique de l'économie corporative.

C'est par elle que se trouvent d'abord consolidés, puis dépassés, les avantages inhérents au régime de coalition, après élimination totale des défauts qui lui sont propres. La rationalisation du marché réalisée dans une certaine mesure par le régime de coalition est améliorée par l'adoption de mesures destinées à protéger les consommateurs.

L'avantage que présente le régime de coalition sur le régi-

(1) B. MUSSOLINI (discours précité du 14 novembre 1933).

me de concurrence en ce qui concerne la réduction au minimum des pertes de capitaux fixes à craindre en cas de transformation des conditions du marché, est consolidé. La propriété privée, autre élément essentiel du capitalisme est conservée, elle prend toutefois un caractère social, le propriétaire étant responsable non seulement du « *damnum emergens* » mais encore du « *lucrum cessans* ».

Le mécanisme complet des prix est également conservé et avec lui la possibilité du calcul économique.

Mais le régime corporatif productiviste par définition redonne à la production la vigueur qu'elle avait aux beaux temps du capitalisme en conservant l'initiative et l'entreprise privée libérées de toute ingérence monopolisatrice. La protection assurée par l'intervention *systématique* et non plus *sporadique* de l'Etat est le gage du maintien de cet élément primordial de l'appareil capitaliste désormais rénové et consolidé, par l'élimination des luttes sans merci qui provoquent d'énormes pertes de richesse.

Une certaine direction de la consommation pour permettre un plus complet contrôle de la production, est également exercée par la voie étatique.

Les divers problèmes sociaux sont résolus par le moyen de tractations pacifiques.

La constitution d'entreprises nouvelles, la formation des consortiums, l'augmentation de l'équipement et de l'outillage industriels sont minutieusement encadrés et contrôlés à l'intérieur de l'organisme corporatif, conformément aux fins et au bien-être de la collectivité.

La conjoncture donne lieu à une politique particulière destinée à prévenir d'abord et atténuer ensuite les crises qui dérèglent si fréquemment l'économie capitaliste.

En un mot l'essentiel du capitalisme est conservé et sauvé

du naufrage par la substitution de l'intérêt public à l'intérêt personnel et de la collaboration à l'antagonisme de classes : le Professeur Perroux définit justement le corporatisme « tout régime qui, à l'intérieur d'un système capitaliste, organise, dans l'intention de corriger les défauts et les abus entraînés par un tel système, la collaboration de l'élément patronal et de l'élément ouvrier » (1).

« On ne peut croire, proclame le Duce dans son discours prononcé à l' « Augustea » le 8 novembre 1921, que le capitalisme comme système individuel de production s'approche de sa fin ; la réalité économique étant une création séculaire ne peut le briser d'un coup, mais seulement le transformer à travers une élaboration également séculaire ».

Plus tard, il affirme encore :

« Le fascisme prend au libéralisme et au socialisme tout ce qu'il y trouve de vital » (2).

C'est aussi l'opinion de nombreux savants économistes italiens tels que : Del Vecchio ; C. Supino ; de Pietri Tonelli et Giua. Lello Gangemi va même jusqu'à considérer l'économie corporative comme un simple tempérament plus correcteur qu'innovateur du libéralisme qui n'est abrogé qu'en partie (3).

Du fait que les principaux éléments du capitalisme, intérêt privé, initiative individuelle et propriété privée, sont conservés, il ne faut pas se hâter de tirer une conclusion prématurée et définitive.

En vertu de son caractère éminemment expérimental le corporatisme sauve, en effet, les parties saines de l'édifice

(1) *Capitalisme et communauté de travail*. Op. cit.

(2) Discours du 14 novembre 1933 précité.

(3) *Leggi economiche, Fascismo e Corporativismo* dans *Il diritto del Lavoro*, 1928.

capitaliste en adaptant ses données aux circonstances historiques conservant un équilibre parfait aux différents stades de l'évolution économique.

Mais cette évolution même, qui s'accomplit aux dépens du libéralisme éloigne toujours plus le corporatisme de son point de départ, si bien qu'il n'est pas déraisonnable d'entrevoir dans un avenir plus ou moins proche l'érection du corporatisme en système économique rigoureusement autonome et indépendant des systèmes libéraux et socialistes.

Une grande partie des doctrinaires italiens au nombre desquels figurent MM. Ferri, Gino Arias, Carli, Ugo Spirito, Gaetano Napolitano, Massimo Fovel et Fanfani voient dès maintenant dans le corporatisme une doctrine et une économie nouvelle.

Certaines paroles de M. Mussolini semblent étayer cette opinion :

« Aujourd'hui, nous enterrons le libéralisme économique » dit-il dans son grand discours à l'Assemblée générale du Conseil National des Corporations et, plus loin : « Le corporatisme dépasse le socialisme et dépasse le libéralisme ; il crée une synthèse nouvelle ».

Nous devons conclure en affirmant que bien que marqué par une tendance évolutive originale et certaine, le phénomène corporatif est né de la crise capitaliste et doit, pour le moment, être considéré comme un remède unique et absolu aux maux créés par le libéralisme anarchique.

5. Mais la condition « sine qua non » de la manifestation des vertus corporatives est la nécessité d'une intervention rationnelle et systématique de l'Etat pour aplanir les divergences d'intérêts qui se présentent fatalement entre les « fac-

teurs et les catégories économiques représentés dans la corporation (1) ».

Nous ne craignons pas même d'affirmer que la subordination au pouvoir politique et souverain de l'Etat est la clé de voûte de tout régime corporatif, non pas de cet état bourgeois, bureaucratique aveugle et étranger du libéralisme, mais de l'Etat *organisme* représentant intégralement la nation hiérarchisée dans la corporation.

Cette nécessité a été comprise par les dirigeants de l'expérience corporative italienne, à un point tel, que, comme nous le verrons plus bas, elle en constitue le caractère primordial et de laquelle les autres dépendent.

Nous pouvons à cet égard, comparer avec fruit la corporation du moyen-âge et la corporation fasciste. La première n'entraînait pas dans une organisation générale et uniforme ; cette organisation n'existait que pour certaines villes et seulement dans quelques professions (marchands et artisans) à l'intérieur desquelles existaient d'ailleurs des divergences suivant les régions. Leur origine était *spontanée* et non le fait de conceptions systématiques comme en Italie. Chaque corporation était entièrement libre (2). Aucune collaboration n'existait en principe entre elles et souvent même éclataient des conflits très vifs qui entraînaient des luttes entre villes voisines, ou entre villes et campagnes ; les conflits avec l'Etat étaient aussi fréquents ; une seule chose comptait : l'intérêt particulier de la profession qui se manifestait dans un esprit de monopole hostile à tout progrès économique. Les corporations tentaient aussi de se hiérarchiser

(1) F. PERROUX. *Contribution à l'étude de l'Economie et des finances de l'Italie depuis la guerre*. Paris, 1929.

(2) Consulter à cet égard l'intéressante étude de M. Henri DENIS. *La Corporation*. Paris, 1941.

entre elles et appelaient l'autorité royale pour sanctionner leur suprématie ; les différents entre pâtisseries et rôtisseurs, bouchers et charcutiers, coiffeurs et chirurgiens, tailleurs et fripiers, furent typiques à cet égard. La liberté corporative telle qu'on la trouve décrite dans le « Livre des Métiers » d'Etienne Boileau se développait au profit de la profession et lésait le consommateur provoquant de véritables troubles sociaux et la formation d'un « prolétariat » mécontent et vindicatif ; le seul avantage fut l'assurance d'une production de qualité. Il est certain que ces considérations eurent une part dans l'élaboration des motifs qu'invoquèrent les promoteurs de la loi le Chapelier (1791) pour supprimer l'appareil corporatif. L'expérience des anciennes corporations fait ainsi apparaître la nécessité d'une tutelle étatique pour ajuster et hiérarchiser l'intérêt particulariste de la profession et l'intérêt général de la collectivité.

Cette nécessité n'est pas nouvelle. Déjà, au III^e siècle, Dioclétien incorpore dans l'Etat les corporations romaines.

Dans ces conditions, le corporatisme d'association anti-étatique appelé aussi corporatisme pur et autonome, de la Tour du Pin, d'Albert de Mun, de Bacconnier (1) et des catholiques sociaux est une utopie irréalisable. On ne peut espérer de la juxtaposition de corps de métiers largement autonomes le bien-être collectif et la satisfaction de l'intérêt général. L'expérience montre au contraire que chaque fois qu'une telle latitude est laissée à une unité productive déterminée, l'intérêt particulier prend le pas sur tout autre et se matérialise en une série d'efforts qui tendent à des réalisations inverses de celles qui seraient profitables à la société considérée dans son ensemble.

(1) *Le salut par la corporation*. Paris, 1936.

Cette évidence est même reconnue par certains partisans du corporatisme d'association. « Un pouvoir fort, écrit M. Roger Bonnard, professeur à la Faculté de droit de Bordeaux (1) peut-être une dictature, sera nécessaire pour préparer la condition indispensable pour un système vraiment corporatif, soit la suppression de la lutte des classes ».

La suprématie du politique sur l'économique est à un tel point nécessaire au complet épanouissement du corporatisme qu'on ne le voit éclore depuis plusieurs années que dans les pays où s'est imposée la dictature : Italie, Allemagne, Portugal. C'est l'opinion du professeur Perroux qui affirme que « c'est faire preuve d'aveuglement que d'imaginer la corporation comme pouvant être créée et mise en mouvement indépendamment de l'Etat en raison des nombreux conflits possibles dont la conciliation ne peut se faire que par un juge qui ne peut être qu'une force étatique » (2).

« Vu sous cet angle, écrit le Professeur Pirou, le régime des pays totalitaires n'apparaît plus comme une monstruosité mais comme l'aboutissant inévitable de la doctrine corporative lorsqu'elle essaie de passer du plan du rêve sur le terrain du réel » (3).

Cette tendance s'était déjà manifestée en Italie à l'intérieur des syndicats, avant la loi du 5 février 1934 sur les corporations. Ces derniers reconnaissent la nécessité de l'Etat et à cet égard dépassaient le syndicalisme sectaire déchiré par une phraséologie politique stérile et vide.

Il n'est donc pas étonnant que l'expérience corporative soit

(1) *Syndicalisme, corporatisme et Etat corporatif*. Paris, 1937.

(2) FERROUX. *Pour et contre la communauté du Travail*. Archives de Philosophie du droit et de sociologie juridique. 1938.

(3) G. PIROU. *Néo-socialisme, néo-corporatisme, néo-libéralisme*. Paris, 1938.

dominée avant tout par des fins éthiques et non économiques.

Le corporatisme ne laisse qu'une place réduite, dans ses données au concept d'utilité individuelle ou économique, il retient surtout le mobile de « l'utilité historique » plus conforme aux buts supérieurs de la nation. L'avantage collectif devient l'unique objectif, M. Perroux le définit « Le potentiel le plus élevé résultant de la valorisation la plus haute et de la combinaison optima de toutes les forces matérielles et humaines, productives en ce sens qu'elles accroissent la capacité créatrice d'un groupe » (1). L'économie corporative se transforme à cet égard, en un *discipline* et rejoint par là les tendances de l'école historique allemande qui assignait à l'économie politique le but de diriger la conduite des individus par réaction contre le classicisme des économistes anglais du XIX^e siècle qui ne voyaient dans cette science que le moyen de rechercher ce qui est et non ce qui doit être restreignant ainsi considérablement le rôle et la dignité du savant. « Frédéric List (1) oppose une théorie des formes productives à la théorie des valeurs telle qu'elle se présente chez les classiques anglais où elle est axée essentiellement sur la valeur d'échange. Contre l'économie « science des valeurs » selon l'expression de Mac Culloch il dresse une économie *politique* au sens plein c'est-à-dire *science de l'aménagement par l'Etat-nation des virtualités matérielles et humaines* ». Pour la production des valeurs d'échange l'Etat nation dispose des « forces productives » comprenant non seulement les forces naturelles ou instrumentales mais encore les forces financières, politiques et surtout le « capital intellectuel de l'humain »

(1) F. PERROUX. *Cours d'économie politique*, T. IV. Paris, 1941.

nité vivante ». La conception de « facteurs de production » des économistes classiques est ainsi largement dépassée.

Cette nature normative et préceptive de l'économie corporative, *excluant* par son caractère historique et expérimental toutes les fictions de l'économie pure classique, et notamment celle de l'« homo œconomicus » *supposant* au contraire une coordination, un contrôle et une discipline des hommes tels qu'ils sont dans la réalité, animés de mobiles souvent non-économiques, toujours munis de leur initiative privée malgré l'ingérence de l'Etat — car il ne faut pas confondre initiative privée et initiative libre — *réalisant* la conciliation entre les fins individuelles et les fins sociales, ne pouvait lui conserver le caractère de *science des moyens* attribué ordinairement à l'économie politique. « Chaque individu est plastique. Une politique économique n'agit pas seulement sur les moyens de satisfaction, mais sur le sujet à satisfaire. Par l'éducation, la propagande, la pression de tout le milieu institutionnel, elle peut modeler dans une large mesure les échelles de préférence même des individus » (1).

Les bases théoriques sur lesquelles repose l'expérience corporative sont donc les *fins de la collectivité* fixées par l'autorité souveraine, émanation de la nation, compte tenu des nécessités économiques mais aussi éthiques, morales et politiques et en accord constant avec les perpétuels changements de la *réalité sociale* (2).

Certes la notion de loi économique élaborée par l'économie classique n'est pas abandonnée mais elle est complétée, in-

(1) F. PERROUX. *Cours d'Economie Politique*, T. IV. (Op. cit.).

(2) Francesco VITO. *Le basi teoriche dell' economia corporativa*. Milan, 1934.

interprétée et adaptée suivant les nécessités historiques, concrètes du moment.

L'utilité nationale étant fixée par l'autorité extra et super-économique l'économie corporative doit considérer comme *donné* cette fin étatique et rechercher les moyens assignés pour l'atteindre.

C'est là le caractère essentiel et original de la doctrine corporative. Et cela est si vrai que tout effort en vue de tenter de la fonder sur le terrain exclusivement économique, se heurte à une impossibilité totale d'élaboration.

Notons au passage qu'il ne faut pas confondre l'injonction propre au régime corporatif avec l'interventionnisme capitaliste unilatéral, irrégulier et sporadique effectué trop souvent au profit d'une seule catégorie particulière.

La première des interprétations théoriques de l'expérience corporative que nous considérerons, sera donc, en raison de son importance et de son antériorité, l'aspect d'*ordre et d'injonction étatique* qu'elle revêt dans chacune de ses manifestations. Cette interprétation commande d'ailleurs toutes celles que nous aurons successivement à examiner qu'il s'agisse du caractère de *détermination du salaire corporatif* par rapport à l'indétermination relative du salaire libéral ; de la *vertu d'assurance des risques* non assurés propre au régime corporatif ; de la possibilité qu'offre l'expérience corporative sinon d'éliminer, tout au moins d'*atténuer les crises* qui dérèglent périodiquement l'économie mondiale. Nous aboutirons ainsi à une dernière et plus originale interprétation dont la projection n'est susceptible d'atteindre la réalité que dans le futur plus ou moins proche.

Ce n'est qu'à ce moment qu'elle se superposera à l'élément initial d'imperium, le modifiera en lui faisant perdre son caractère de contrainte rigide, le dépassera et se subs-

tituera à lui, lorsque, par la conscience corporative renouvelée, *l'identification entre individu et Etat* sera réalisée. Ce dernier stade qui dépasse le cadre de l'économie, en le supposant atteint, ne contredira pas la première interprétation mais au contraire sera l'illustration la plus extraordinaire du caractère éthique de l'économie corporative.

CHAPITRE II

L'EXPERIENCE CORPORATIVE INTERPRETEE COMME DOCTRINE DE L'ORDRE, DE L'INJONCTION

1. ENONCIATION DU PRINCIPE. — 2. LA CRISE DE L'ÉTAT MODERNE. — 3. L'EFFORT SOCIALISTE. — 4. LA RECONSTRUCTION CORPORATIVE. — 5. LA FONCTION CORPORATIVE. — 6. CARACTÈRE JURIDIQUE DE LA CORPORATION, SON POUVOIR NORMATIF. — 7. RÉFUTATION DE L'OBJECTION FORMULÉE CONTRE LA SUBORDINATION DE L'ÉCONOMIE A L'ÉTAT CORPORATIF. — 8. L'ÉLIMINATION DU DANGER D'UN CORPORATISME AUTONOME.

1. L'affirmation que le but de l'économie corporative c'est-à-dire, « l'utilité nationale » fruit d'évaluations politiques, éthiques, sociales ne peut être la résultante de pures considérations économiques, emporte nécessairement avec elle la notion d'emprise étatique anti-individualiste et unitaire comme base de cette économie, avec suprématie complète du politique sur l'économique.

Pour bien préciser cette idée, il faut avoir présente à l'esprit la séparation qui existe entre le bonheur subjectif maximum des individus et l'avantage collectif du groupe fixé par

le chef politique « l'avantage collectif (1) n'est jamais directement et immédiatement une somme d'utilités individuelles, mais le résultat toujours hypothétique de relations imposées au fonctionnement d'un groupe ». Pour réaliser l'avantage collectif le gouvernant est donc amené à faire usage de son pouvoir d'impérium qui se manifestera par des ordres, des injonctions. « Nous appelons jugement et décision politiques, précise M. Perroux (1), le jugement et la décision qui concernent l'avantage collectif. Ils sont irréductibles au calcul économique tel que le fait le sujet et tel que le définit le marginalisme ». Mais, poursuit encore le Professeur Perroux (1), et c'est ici que nous touchons au vif l'élément de contrainte étatique, « tout ce que le gouvernant peut, c'est de poursuivre un résultat *global* et toujours *hypothétique* par l'établissement de relations imposées au fonctionnement d'un groupe. Même le voudrait-il il ne pourrait atteindre les utilités particulières et individuelles... il agit au mépris des préférences individuelles, c'est-à-dire en soumettant la vie économique à une *abstraction simplificatrice* avec le cortège d'insatisfactions et de risques qu'elle entraîne nécessairement... Au service de l'ensemble d'actes commandés par ce jugement d'importance synthétique et précaire, *il emploie la contrainte* qui peut aller jusqu'à l'usage proprement dit de la force ».

L'éminent Professeur Sergio Panunzio est l'auteur de cette première interprétation qui ressort de l'ensemble de ses ouvrages et de différents cours professés dans les universités italiennes.

Elle n'est pas le fait de pures spéculations théoriques, mais bien l'énonciation formelle d'un principe sans lequel tout

(1) F. PERROUX. *Cours d'Economie Politique*, T. IV. Op. cit.

essai de construction réelle d'un système corporatif est irrémédiablement voué à l'échec.

La mise en exergue de cet aspect du régime corporatif est venue au moment nécessaire, c'est-à-dire à une époque où la crise de l'Etat moderne était un fait noté de toute part.

2. La crise de l'Etat moderne, qui est en réalité celle de l'homme moderne comme le fait judicieusement remarquer le Professeur Perroux, trouve ses racines profondes dans le « Contrat Social » de J.-J. Rousseau selon lequel la Société est le résultat d'un contrat conclu entre ses membres qui vivaient antérieurement à l'état de nature. Cette conception a conduit à l'*Etat révolutionnaire* qui réduit en poudre et disperse tous les éléments organiques nés du concept de souveraineté de l'ancien régime. L'Etat se trouve à ce stade, *sans bases sociales*, car entre individu et Etat la distance n'est plus couverte par les divers groupements économiques, professionnels ou sociaux et c'est là le germe de sa perte. En effet, le vide existant entre l'individu et l'Etat révolutionnaire conduit irrémédiablement à la démocratie génératrice de l'*Etat libéral*, agnostique, anti-social et anti-organisateur, étranger à la constitution des groupements spontanés représentant la mosaïque qui enserre les pulsations de la véritable vie économique.

C'est avec l'apparition de cet « Etat de droit » pur que la crise atteint son plus haut degré d'intensité.

Cette crise vise d'après M. Perroux une triple réalité : celle du concept, celle des institutions et celle du sentiment de l'Etat.

Le concept d'Etat est devenu à la suite de la révolution libérale une pure forme juridique et politique plus faible que les forces productives spontanément regroupées que le libéralisme avait imprudemment détruites. Les trusts et car-

tels, les grands services et les syndicats agissent à leur guise ne faisant appel à l'Etat que pour obtenir un bénéfice particulier, c'est l'ère de la « *societas sine imperio* » caractérisée par la scission très nette entre le politique et l'économique, avec suprématie du second sur le premier.

L'Etat « puissance et souveraineté » se transforme rapidement en un état « service public » valet des grosses puissances économico-capitalistes. Il s'installe dans cette fonction et pour mieux « donner satisfaction » accroît et aménage son appareil administratif qui prend une ampleur monstrueuse si bien qu'au fur et à mesure que disparaît son pouvoir d'imperium s'enfle démesurément sa structure externe.

On peut à ce stade le comparer à une maison de commerce chargée de gérer les affaires de la collectivité. L'Etat comptable-gestionnaire ne donne plus d'ordres, il en reçoit. Cette faiblesse, ou plutôt cette inexistence renforce encore plus la puissance des groupements privés ; la loi n'a plus de vrai que son nom et ne représente en réalité qu'un règlement public de décisions prises dans d'autres sphères. Les groupes, n'ayant plus confiance en l'Etat fantoche se raidissent et se renforcent pour mieux soutenir la lutte qui les divise. La société « *sine imperio* » étrangère à l'Etat vit dans le désordre.

« L'Etat libéral, écrit M. Perroux (1) s'il veut rester fidèle à sa définition est ouvert à toutes les influences. Il est un instrument docile aux mains d'une majorité ».

Mort comme concept et transformé comme institution, l'Etat en tant que sentiment et idée déserte les consciences

(1) *Economie corporative et système capitaliste*. Revue d'Economie Politique, septembre 1933.

des particuliers nourries de la doctrine des « Droits de l'Homme » et de plus en plus individualistes, sceptiques et anarchiques.

Arrivé à ce degré de décrépitude, l'Etat libéral est qualifié à juste titre par les socialistes de « chien de garde de la Bourgeoisie ».

3. C'est l'Ecole socialiste d'ailleurs qui, la première, tente une reconstruction du concept d'Etat.

Nous ne faisons ici allusion ni à la construction aristocratique et idéaliste de Platon ni à la conception utopique de Louis Blanc ou de Robert Owen, mais au socialisme matérialiste de Karl Marx. Celui-ci, s'inspirant de la théorie Hegelienne de l'Etat s'empare du concept de Société civile et le travestit en un concept de « classe » qui ne comprend que la masse ouvrière. Cet Etat-classe ne peut être considéré comme le tuteur des intérêts de la nation tout entière alors qu'il n'en représente qu'une infime minorité. En outre et surtout, l'Etat socialiste purement économique, subordonnant le politique aux réalisations des fins matérialistes prolétariennes comporte un vice interne qui le rend inapte à toute tentative de résurrection de l'Etat commandement et imperium.

La réduction de la société civile à la classe ouvrière est d'ailleurs la négation de l'Etat.

4. Cette reconstruction a été tentée et réalisée grâce aux efforts auxquels a donné lieu le développement de l'expérience corporative et en raison de la nécessité même de maintenir ce régime qui n'est viable qu'à la faveur de la protection d'un Gouvernement digne de ce nom.

Il convient de noter à cet égard que la plupart des doctrines économiques et politiques italiennes ont toujours été imprégnées d'une teinte étatique anti-individualiste. Dante,

Machiavel, Vico et de nombreux hommes d'Etat pourraient à ce point de vue être étudiés avec fruit (1).

M. Bottai affirme justement à cet égard qu'il ne peut exister pour un peuple déterminé qu'un Etat qui se conforme à l'esprit et aux nécessités de ce peuple.

« *L'Etat*, pour les docteurs de Berlin et de Rome, écrit M. Perroux, est plus qu'un instrument de contrainte et une poignée d'hommes au pouvoir. Sa réalité et sa force déborde l'histoire d'un lieu et d'un temps. Il est une puissance éthique, ce qui, pratiquement, signifie qu'il est le garant et le propulseur de valeurs supérieures aux destinées individuelles des hommes et des groupes. De là découle son autorité ; par là se motivent ses contraintes » (2).

L'Etat fasciste réalise au plus haut degré la formule « *ubi status ibi imperium* » il résout la crise de l'Etat moderne en dominant et intégrant ce dernier. Il dérive directement de l'Etat Hegelien.

Hegel a le grand mérite de combler l'espace vide qui sépare, dans la conception de J.-J. Rousseau, l'individu et l'Etat, il transforme la donnée de « volonté générale » de ce dernier en « volonté de l'Etat » et crée ainsi le concept de « société civile », c'est-à-dire, de société organisée, corporatisée au sens latin du mot (*corporare*=organiser).

Nous touchons ici la parenté de l'Etat corporatif : elle s'affirme par l'existence de bases sociales entre l'individu et l'Etat.

La divergence apparaît dans la conception métaphysique de l'Etat. Pour Hegel, l'Etat est tout et même Dieu ; rien ne peut le dépasser. La conception fasciste est au con-

(1) MOSCA (G.). *Histoire des Doctrines Politiques depuis l'Antiquité jusqu'à nos jours*. Paris, 1936.

(2) *Capitalisme et Communauté de Travail*. Paris, 1938.

traire essentiellement politique en ce sens qu'elle permet l'idée d'un ordre moral ou philosophique plus élevé. La formule lapidaire de M. Mussolini « tout est dans l'Etat, rien n'est en dehors, rien n'est contre l'Etat » ne signifie pas en effet que tout étant l'Etat celui-ci ne peut rien contenir étant à la fois contenu et contenant, mais que tout est dans l'Etat à condition d'être soumis à son imperium. En d'autres termes, à la « statolatrie » Hegelienne se substitue la « statocratie » corporative.

Dans son discours à Udine, le Duce disait déjà : « l'Etat ne représente pas un parti ; il représente la collectivité nationale, comprend tout, domine tout, protège tout et se met contre quiconque attente à son imprescriptible souveraineté » (1).

Ainsi, partis du concept atomique « d'Etat peuple » produit du libéralisme, en passant par la caricature marxiste « d'Etat classe », nous arrivons au concept Hegelien « d'Etat société ». Le fascisme à son tour dépasse cette notion, la transforme, la rend plus réalisable en créant la notion « d'Etat-nation », c'est-à-dire, en ajoutant un « plus-valeur » de nature historique, culturelle, spirituelle, personnelle qui adapte la catégorie philosophique à un pays déterminé.

L'Etat fasciste basé sur la société de plus longue durée que l'individu en est la personnification juridique ; il lie ainsi l'économique et le politique dissociés par le libéralisme, rétablissant de la sorte la « *societas cum imperio* ».

En recréant le concept d'Etat, le corporatisme, par voie de conséquence en réforme et rationalise les institutions et lui donne un renouveau spirituel.

La réforme de l'institution est obtenue par l'abolition de

(1) *Discorsi della Rivoluzione Imperia*. Milan, 1923.

la conception bureaucratique et la réduction au minimum de la structure matérielle de l'Etat pour donner plus de souplesse et de vigueur à l'organisme tout entier. « Si cela ne dépendait que de moi, a dit le Duce, je rendrais aux entreprises privées les téléphones, les télégraphes, les chemins de fer, ce monstrueux organisme en somme qui a rendu l'Etat vulnérable dans toutes ses parties » (1).

Quant au rétablissement du sentiment de l'Etat, il est l'essence même et la signification intime de toute la conception fasciste.

5. Un organisme ainsi capable de mettre un terme à la crise de l'Etat moderne a nécessairement une nature complexe et des attributions étendues.

Sa nature se résout dans l'adjonction à l'imperium de l'Etat antique ressuscité d'un fond sociologique qui lui est subordonné.

C'est cet élément social et économique qui fait l'originalité de l'Etat fasciste comme nous aurons l'occasion de le voir.

Parmi les attributions essentielles qui le caractérisent, vient donc avant tout la faculté de commander, d'imposer sa volonté, pouvoir d'essence purement politique qui le différencie de l'Etat libéral : c'est ensuite la possibilité et le devoir d'exercer son emprise sur l'économie qui lui a valu la dénomination « l'Etat-corporatif » qui s'oppose à l'Etat agnostique.

Par ce pouvoir d'imperium retrouvé, l'Etat commande à la fois au politique et à l'économique. Aux fonctions administrative, législative et judiciaire, la première n'ayant qu'un caractère purement négatif et non juridictionnel,

(1) Discours prononcé à l'Augustea le 8 novembre 1921.

s'en ajoute ainsi une quatrième, la plus importante, *qui est, comme les deux dernières une application de la puissance d'imperium* de l'Etat : la fonction corporative.

De là provient l'expression communément employée d'Etat corporatif, dénomination justifiée à condition toutefois que l'on n'entende pas par là que l'Etat *produit* l'économie, mais seulement qu'il la *domine*, la *façonne* et la dirige, sans intervenir en qualité d'entrepreneur. Nous nous trouvons donc en présence non d'une fonction économique directe, mais d'une action politico-juridique de gouvernement.

Sans doute, la déclaration IX de la Charte du Travail prescrit une intervention de l'Etat dans le domaine de l'économie, mais il ne s'agit là que d'une mesure exceptionnelle à laquelle il ne doit recourir que « lorsque l'initiative privée vient à manquer ou se montre insuffisante ou lorsque les intérêts politiques de l'Etat sont en jeu ».

L'Etat corporatif n'est donc pas « L'Etat économique » comme l'Etat socialiste, mais le titulaire de la souveraineté économique. Le Professeur Panunzio est d'ailleurs à cet égard du même avis que les Professeurs Francesco Vito et Gino Arias pour lesquels l'économie corporative est avant tout l'économie subordonnée à la politique.

« La création originale de la Révolution fasciste, écrit M. Mussolini, est donc l'Etat corporatif, c'est-à-dire l'Etat coordonnateur et harmonisateur des forces économiques que le libéralisme et le socialisme laissaient impunément sans frein » (1).

Cette opinion est confirmée par M. Perroux qui estime que « pour le Fascisme, l'Etat est un absolu devant lequel individus et groupes sont des facteurs relatifs. Individus et

(1) Introduction à l'ouvrage *Mussolini et son fascisme*, de M. LE MONNIER. Florence, 1927.

groupes ne sont « pensables » que dans la mesure où ils sont dans l'Etat » (1).

La puissance d'imperium de l'Etat crée ainsi cette quatrième dimension étatique qu'est la fonction corporative.

6. La corporation est l'organe de cette nouvelle fonction. Elle est la cellule initiale qui contient la nouvelle matière contrôlée : l'économie ; mais cette matière, elle ne la retient et ne la modèle que grâce à un moule, à une forme qui est l'imperium dont elle reçoit la délégation automatique et directe de l'Etat centralisateur immanent.

Et de même que la faculté de commandement de l'Etat se manifeste matériellement par la législation ou la juridiction, de même l'activité des corporations sera *juridique* et se matérialisera principalement par des normes quel que soit le problème économique qui aura été posé.

Cette notion avant tout autoritaire de la corporation se conçoit facilement si l'on considère que celle-ci, vue comme *fonction technique* de l'Etat, est née avec l'expérience corporative mise en œuvre par l'Etat totalitaire fasciste dès son arrivée au pouvoir ; tandis que la corporation vue comme réalité matérielle ne date que de la loi du 5 février 1934. La corporation considérée abstraitement comme pure fonction de l'Etat doit en effet être distinguée des corporations telles qu'elles sont matériellement réalisées et telles qu'elles apparaissent sous forme d'entreprises ou d'institutions « comme en biologie, précise le Professeur Panunzio, en Droit public c'est la fonction qui crée, produit et forme les organes ; la fonction est le prius, l'a priori, infinie et inépuisable dans les organes particuliers qui vont se déterminant, les orga-

(1) *Economie corporative et système capitaliste*. Revue d'Economie Politique, septembre 1933.

nes sont le *posterius* et le dérivé... De même que la législation est l'abstrait de légiférer, que la juridiction est l'abstrait de juger ; que l'administration est l'abstrait d'administrer ; de même la corporation est l'abstrait de « *corporare* » c'est-à-dire de lier les différentes parties économiques ou sociales » (1).

Elle écarte immédiatement la conception de corporation « sujet-économique » productrice, directe des biens économiques, chère aux corporatistes purs ou d'association.

La nature juridico-étatique de la corporation a d'ailleurs été affirmée en fait à plusieurs reprises.

« Le Conseil National des corporations dit Mussolini (2) définit les corporations comme l'instrument qui, *sous l'égide de l'Etat*, réalise la *discipline* intégrale organique et unitaire des forces productrices en vue du développement de la richesse, de la puissance politique et du bien-être du peuple italien » et plus loin : « Le corporatisme est l'économie disciplinée et par conséquent aussi contrôlée, car on ne saurait penser à une discipline qui ne soit pas soumise au contrôle ».

On retrouve la même affirmation « Les corporations sont des organes de l'Etat » (3) chaque fois que le chef de l'Etat italien envisage le problème corporatif.

La Déclaration VI de la Charte du Travail consacre cette conception : « Les corporations constituent l'organisation unitaire des forces de la production et en représentent intégralement les intérêts ».

« En vertu de cette représentation intégrale, et puisque

(1) SERGIO PANUNZIO, *Teoria generale dello stato Fascista*. Padoue, 1937.

(2) Discours du 14 novembre 1933 devant l'Assemblée générale du conseil national des corporations.

(3) Discours du 23 mars 1936 à l'Assemblée nationale des corporations.

les intérêts de la production sont eux-mêmes des intérêts nationaux, les corporations sont reconnues par la loi comme des organes de l'Etat ».

Cela est si vrai que la « fonction corporative » de l'Etat a provoqué dans le domaine administratif la modification de certains organes propres à celui-ci et la création d'un appareil étatique nouveau comprenant notamment la magistrature du Travail, le Conseil National des Corporations, le Comité Corporatif Central et le Ministère des Corporations.

D'ailleurs la composition des membres de chaque corporation qui comprend à la fois des représentants de l'Etat et de l'économie et surtout le mode de désignation par le chef du Gouvernement pourrait suffire pour montrer que celui-ci est l'élément souverain du système corporatif.

La fonction la plus importante donnée à la corporation est donc la fonction normative c'est-à-dire législative, elle domine de loin et commande les fonctions conciliatrice et consultative dont elle est également dotée.

Le Duce l'affirme dans son discours du 15 mars 1937 à l'Assemblée Nationale des Corporations. « Ces derniers mois, des *fonctions d'une importance exceptionnelle* ont été confiées aux corporations et précisément : l'examen des nouveaux établissements industriels, la détermination des prix, la fixation des taux des salaires et des appointements, chacune de ces fonctions ressortit de toute évidence aux corporations qui, de la sorte, pénètrent vraiment au vif de la question économique, en la contrôlant, la modelant, la dirigeant *selon les fins du Régime* ».

L'économie tout entière, de la production à la consommation est ainsi réglementée. Aux problèmes posés par la réalité économique la corporation répond par son pouvoir

d'imperium qui se manifeste par des préceptes obligatoires, des commandements, des normes.

Cette fonction particulière est d'ailleurs énoncée officiellement par la Déclaration VI de la Charte du Travail. « En tant qu'elles représentent les intérêts unitaires de la production, les corporations peuvent édicter des règles obligatoires concernant la discipline des rapports du travail ou la coordination de la production ».

On peut donc parler d'un véritable pouvoir législatif des corporations qui est l'émanation de leur essence principalement juridique. Il ne doit pas être confondu avec l'autonomie préconisée par le corporatisme d'association. Cela équivaldrait à nier la caractère unitaire du corporatisme fasciste.

On écarte facilement cette confusion par l'énonciation de la théorie également formulée par le Professeur Panunzio de l'*unité* du pouvoir législatif de l'Etat et de la *pluralité* et de la *hiérarchie* des lois ou commandements et des organes qui en sont la source.

Les corporations étant strictement des organes de l'Etat, peuvent au même titre que le Gouvernement ou le Parlement produire des lois.

La preuve matérielle en est donnée par le fait que l'*exercice* par les corporations de la fonction législative est minutieusement réglementé et que si l'initiative de la loi n'appartient pas toujours au ministre compétent, puisqu'elle peut être le fait du groupement corporatif lui-même, le dernier mot est toujours celui du Chef du Gouvernement qui doit en tout état de cause donner son assentiment ; les Décrets de mai-juin 1934 sur les fonctions normatives de la corporation sont formels à cet égard et ne font que reproduire les dispositions de la loi du 3 avril 1926. Une loi ou

une norme corporative continue d'être une forme d'injonction même quand elle réglemente la matière économique.

C'est la raison pour laquelle les syndicats et groupes économiques ont pu si facilement être encadrés dans la configuration corporative.

Ces syndicats devant lesquels l'Etat libéral abdiquait, devaient obligatoirement être intégrés dans l'organisme corporatif car ils constituent la matière vivante de l'économie. Le fascisme n'a pas commis la folie de les supprimer, mais il a transformé leur multitude anarchique, aveugle et invertébrée en une matière consciente et disciplinée par la *forme* nouvelle de la corporation.

La permanence des syndicats dans l'organisation corporative et leur limitation au rôle de *partie* subordonnée au *tout* que représente l'Etat qui les harmonise et les unifie, est une nouvelle illustration du caractère essentiellement juridique de la corporation.

Le principe corporatif est ainsi lié à la nature philosophique de l'Etat totalitaire. Cette connexité écarte toute parenté du corporatisme avec les formes purement économiques que représentent les doctrines collectivistes telles que le communisme ou le socialisme d'Etat, elle ne permet pas cependant de conclure que la notion corporative ne renferme aucun élément économique. La compénétration intime des différentes hiérarchies économiques de la nation qui est l'un des aspects essentiels du corporatisme serait de la sorte niée. Ces hiérarchies s'étageant sur l'individu, s'appellent famille, syndicat, corporation et aboutissent à l'Etat nation qui les intègre.

Nous pouvons dès maintenant apercevoir la synthèse que réalise la corporation en reliant l'individu à l'Etat, synthèse qui servira de base à la dernière interprétation théorique du

corporatisme que nous serons amenés à exposer, celle de l'identité de l'individu et de l'Etat fougueusement soutenue par le Professeur Ugo Spirito et qui constitue la fin supérieure à laquelle tend l'effort corporatif tout entier.

7. Mais une objection grave peut être formulée contre cette subordination de la production aux normes corporatives. Les sujets économiques producteurs ou entrepreneurs peuvent-ils conserver malgré cette vigoureuse réglementation l'initiative économique individuelle indispensable à la gestion convenable et progressive de l'entreprise ? Cette faculté de création qui caractérise la vie économique aussi bien que la vie tout court ne risque-t-elle pas de se trouver étouffée dans l'engrenage trop rigide de l'appareil corporatif ?

A cette objection, le Professeur Panunzio répond aussi.

Il est certain que le producteur devant un ordre de la corporation se trouve dans la situation d'un agent administratif vis-à-vis de son supérieur hiérarchique. Et cela est indispensable à tel point qu'une responsabilité semblable à celle d'un fonctionnaire est expressément prévue par la Déclaration VII de la Charte du Travail : « L'organisation privée de la production étant une fonction d'intérêt national, l'organisateur d'une entreprise est responsable vis-à-vis de l'Etat de la direction de la production ».

Mais cette obéissance à l'injonction corporative n'exclut pas l'initiative productrice.

En effet, de même qu'un fonctionnaire a, dans la limite des règlements et des hiérarchies une part plus ou moins grande d'initiative, de même et à un degré plus fort, un entrepreneur conserve toute sa liberté dans la réalisation concrète d'une donnée abstraite.

Les normes corporatives assignent les lignes de force que doit suivre la production, chaque entreprise est libre d'agir

au mieux de ses intérêts dans la direction qui lui est assignée, celle de l'intérêt de la collectivité, à la prospérité de laquelle elle est d'ailleurs directement intéressée.

L'activité intellectuelle, la course au progrès ne sera pas ralentie, au contraire elle sera même stimulée par certaines directives imposées par la corporation comme par exemple la nécessité de réduire au maximum les prix de revient, les coûts ou l'obligation de produire moins, mais de meilleure qualité.

Autre chose est le sujet abstrait qui est proposé et autre chose l'œuvre concrète réalisée par chacun et pour l'élaboration de laquelle ont pu être dépensées toutes les énergies spirituelles.

8. La conception de la corporation comme parcelle de la puissance étatique chargée de discipliner, coordonner, encadrer, c'est-à-dire corporatiser les forces économiques dans un rapport hiérarchique de supérieur à inférieur s'oppose donc nettement à la notion de la corporation « sujet-économique » productrice directe d'économie.

Elle est la condition indispensable du rétablissement de l'équilibre économique et de l'adaptation de l'économie aux fins supérieures de la nation englobant le groupe social tout entier.

Même si la réalité ne confirme pas toujours nettement cette interprétation, il faut lui accorder la même importance en tant qu'aspect idéal qui doit constituer le point de repère et la direction de l'appareil corporatif réel.

C'est grâce à elle que l'on élimine le danger mortel que fait courir à toute réalisation corporative le corporatisme pur ou les intérêts techniques et économiques prennent le pas sur les données politiques, éthiques, morales et spirituelles qui font également partie de la réalité sociale. On

ne peut manquer de citer à cet égard la critique acerbe formulée par M. Joseph Barthélemy dans un article paru dans le « Temps » du 24 juillet 1934 intitulé « Louis XVI avait raison »... « Faut-il prêter à la Hongrie ? Doit-on séparer l'Eglise de l'Etat ? Est-il sage de conclure le Pacte à Quatre ? Comment obtenir une justice juste ? En quoi une assemblée de boulangers, d'électriciens et de parfumeurs aurait-elle une capacité spéciale pour résoudre ces délicats problèmes ? »

Cette critique bien que n'ayant pas de rapport direct avec le problème traité permet de mieux apercevoir, par son aspect caricatural, le danger que présente la conception de corporatisme autonome.

En plaçant l'idée d'injonction juridique à la base de la réglementation corporative, on corrige les maux qu'une production libérale anarchique inflige à la Société.

Elle sera le fil conducteur qui nous permettra de relier les unes aux autres les différentes interprétations qui ont été données de l'expérience corporative et dont nous allons continuer l'énumération en plaçant en premier lieu la délicate question de la fixation des limites d'oscillation du salaire, pour n'envisager qu'ensuite le principe d'assurance des risques non assurés et celui d'atténuation des crises économiques.

CHAPITRE III

L'EXPERIENCE CORPORATIVE CONSIDEREE COMME MOYEN DE REALISATION D'UN SALAIRE JUSTE ET DETERMINE

1. LA ZONE D'INDÉTERMINATION DU SALAIRE EN RÉGIME DE LIBRE CONCURRENCE PARFAITE. — 2. LA ZONE D'INDÉTERMINATION EN RÉGIME DE MONOPOLE BI-LATÉRAL. — 3. LA PRÉCISION DES LIMITES DU SALAIRE AU COURS DES SIÈCLES ET L'APPORT DES ÉCOLES LIBÉRALE ET SOCIALISTE. — 4. CARACTÈRES GÉNÉRAUX DU SALAIRE CORPORATIF. — 5. LA DIMINUTION DE LA MARGE D'INDÉTERMINATION.

1. Le mécanisme de formation des prix tel qu'il résulte du fonctionnement du système de la libre concurrence parfaite, ne joue pas d'une façon aussi rigoureuse pour la formation du prix du travail que pour celle du prix des biens.

Il existe dans l'établissement du taux du salaire une marge d'indétermination qui est le fait, d'une part de la nature très particulière du travail qui ne ressemble en rien à un bien échangeable sur le marché, d'autre part du jeu des trois forces en présence : capitalistes, entrepreneurs et salariés, force qui obéissent à la loi de l'offre et de la demande.

Le travail ne peut, en effet, être considéré comme une marchandise ordinaire dont la quantité peut s'accroître automatiquement avec le prix obtenu et régler ainsi le prix en le maintenant à un niveau sensiblement uniforme. Il est avant tout un facteur humain et si l'augmentation de sa rémunération peut entraîner dans une branche particulière de la production, l'afflux de la main-d'œuvre de certaines branches voisines moins florissantes, ce déplacement n'entraînera pas pour cela une augmentation du volume global de la puissance travail.

L'un des principaux éléments régulateurs de la puissance déterminatrice de l'organisme concurrentiel fait donc défaut.

La zone d'indétermination se trouve par ailleurs amplifiée et aussi limitée par le jeu des trois forces en présence qui coopèrent à la réalisation du produit. Cette amplification provient du potentiel de résistance et d'aptitude à la lutte du demandeur et du donneur de travail ; mais ce potentiel, même accru, a une limite qui est représentée principalement par la quantité des ressources qui permettent de « tenir » et par l'intérêt qu'ont les facteurs en présence de ne pas affronter la grève ou le lock-out dont le coût dépasse souvent l'avantage obtenu par la partie qui triomphe. Le taux du salaire variera, suivant le degré de puissance de ces forces, entre un minimum, qui est caractérisé par la limite marginale de l'intérêt qu'à le travailleur de contribuer à l'opération productive, c'est-à-dire le coût de production de la marchandise travail (1), et un maximum, qui est la limite marginale au-delà de laquelle le capitaliste et l'entrepreneur ne peuvent prolonger, sans pertes, leur apport sur le marché.

(1) RIVA SANSEVERINO (Luisa). *Salario minimo e salario corporativo*. Rome, 1931.

Nous pouvons donc apercevoir dès maintenant que la théorie de la productivité marginale, c'est-à-dire de la valeur subjective, peut donner de bons résultats en régime de concurrence pure ou un nombre *déterminé* de facteurs évoluant dans un domaine idéal vide de tous les obstacles divers, d'ordre social, juridique, technique, psychologique, géographique, etc..., qui se rencontrent dans la vie courante, tombent mathématiquement d'accord sur le taux précis du salaire à allouer ; si une légère indétermination subsistait la pression des donneurs ou des demandeurs de travail la ferait immédiatement disparaître. *Dans la réalité* nous nous heurtons au contraire à une « zone d'indétermination étendue » ; pour arriver à une fixation exacte du taux du salaire il faut abandonner la théorie de l'utilité marginale et recourir à une théorie contractuelle du salaire d'après laquelle celui-ci se fixera à l'intérieur de la « zone d'indétermination » d'après l'habileté, la capacité de marchandage, la « force contractuelle » comparée des parties en présence » (1).

2. En régime de monopole bilatéral et de groupes en lutte auquel conduit fatalement, par l'agglomération des éléments producteurs, l'évolution du système capitaliste créé par le libre jeu de la concurrence, nous retrouvons cette marge d'indétermination, bien qu'à un degré moindre. Etant donné, en effet, l'inégalité de la force des groupes en présence, le taux du salaire sera celui de la force prévalente, syndicat ouvrier ou syndicat patronal suivant les conditions du moment. La seule limite sera pour les ouvriers : l'obligation de ne pas demander un salaire trop élevé qui provoquerait un

(1) F. PERROUX. *Cours d'Economie politique*. T. IV, op. cit.

surcroît de chômage et une augmentation des frais de l'association ; pour les donneurs de travail ; la nécessité de ne pas abaisser le salaire à un niveau tel qu'il provoquerait une pénurie de main-d'œuvre en raison du très grand nombre d'ouvriers qui seraient ainsi employés.

Mais entre ces deux limites l'indétermination du salaire sera totale c'est-à-dire qu'aucun élément économique ne permet plus d'évaluation même approximative. La fixation du taux définitif sera le résultat du jeu de forces extra économiques, qui ne s'équilibreront pas automatiquement mais seulement après de longues luttes (1), et de nombreuses tractations. La théorie contractuelle du salaire apparaît à nouveau comme la seule capable d'obtenir un résultat précis.

Chacun des groupes respectifs de donneurs et de demandeurs de travail ne peut d'ailleurs pas se fier uniquement sur sa force positive pour déterminer en sa faveur le point d'équilibre du taux du salaire ; il devra tenir compte du coût supplémentaire qu'entraînera pour lui l'exercice des armes dont l'adversaire ne manquera pas de se servir : grève ou lock-out suivant le cas. Il faudra qu'il procède à une comparaison entre son avantage brut et son avantage net et opter le cas échéant, pour un avantage brut plus faible mais renfermant un avantage net certain par l'élimination préalable des coûts résultant de la lutte. Mais chaque centre ne possède que très rarement les moyens nécessaires pour lui fournir les renseignements destinés à l'éclairer sur le potentiel de résistance de l'adversaire et sur les conditions générales du marché et il en résultera une indétermination encore plus grande accompagnée d'une perte certaine de

(1) MARCO FANNO, *Introduzione allo studio della Teoria economica del corporativismo*, Padoue, 1935.

richesse qui annulera très souvent en fait l'avantage théorique qui aura été obtenu par le vainqueur.

M. F. Vito fait d'ailleurs remarquer que le monopole s'il peut obtenir, quand on se place du côté du groupe des travailleurs, une amélioration de taux du salaire nominal par la restriction de l'offre du travail fait subir ainsi à la production une diminution certaine, le travail ainsi perdu l'est définitivement alors qu'en pareil cas les capitaux peuvent être appliqués à une amélioration technique ou désinvestis. La production complexe étant restreinte le salaire nominal plus fort se traduit par un salaire réel inférieur et indéterminé (1).

Nous verrons avec le salaire corporatif, qu'une détermination beaucoup plus précise pourra être obtenue principalement par *l'égalisation* des groupes contractants, c'est-à-dire l'ajustement maximum des quantités de travail offertes et demandées et l'octroi de prérogatives identiques aux délégués des deux groupes. Il s'y ajoutera la supervision d'organes compétents spécialement avertis des conditions du marché dont le rôle sera de fixer normativement le taux du salaire dans le cas où l'indétermination subsisterait, c'est-à-dire dans le cas où le contrat collectif des associations professionnelles n'aurait pu aboutir, ou lorsque des considérations d'ordre social ou national auraient été négligées.

3. Il convient auparavant, pour mieux mettre en lumière le caractère particulier du salaire corporatif, de mesurer l'effort exercé dans cette direction par les écoles libérale et socialiste et par les doctrines qui les ont précédées.

Ces tentatives se sont bornées, en général, à la fixation tacite ou expresse d'une limite inférieure aux oscillations

(1) *Le Basi teoriche dell' economia corporativa*. Milan, 1934.

du prix du travail matérialisées par la pénible et longue élaboration de la notion du salaire minimum (1).

Qu'il s'agisse de la « decentia-status » des canonistes ou du « standard of living » ou « living-wage » des anglo-saxons, le salaire minimum a été indifféremment envisagé comme mesure purement humanitaire ou comme moyen rationnel d'améliorer la production. Les définitions qui en ont été données sont très variables, mais pourtant connexes : elles vont de la notion négative de salaire-minimum proprement dit (anti-sweating-wage) à l'acceptation la plus compréhensive de salaire familial (family-wage) en passant par les notions de salaire vital (living-wage) de salaire de base (basic-wage) pour lequel sont prises en considération les conditions économiques contingentes, et de juste salaire (fair-wage) ou l'on tient compte de la valeur objective du travail et de certains besoins spirituels propres au travailleur.

La notion de salaire minimum apparaît pour la première

(1) Il est intéressant d'indiquer la position de la Charte du Travail en France vis-à-vis de ce problème. L'article 54 de la loi du 4 octobre 1941 relative à l'organisation sociale des professions prévoit expressément un salaire minimum vital qui tient compte de l'individu isolé sans aucune considération familiale. La limite inférieure du salaire est donc explicitement établie. Les alinéas 2, 3 et 4 du même article donnent des précisions plus grandes en ce qui concerne les taux supérieurs qui peuvent être atteints ; la qualification professionnelle donne lieu à l'attribution d'un coefficient supplémentaire applicable au salaire minimum vital et figurant sur un barème de base établi par le Comité social national de chaque profession intéressée ; les aptitudes particulières et le rendement ou productivité sont rémunérés par des suppléments de salaire pouvant se cumuler avec le coefficient de qualification professionnelle. Enfin des allocations ou suppléments de salaire sont accordés aux travailleurs pères de famille suivant la réglementation du code de la famille ou les dispositions particulières prises par la profession. Le taux du salaire minimum vital, variable suivant la région, le département ou la localité, est fixé par le gouvernement sur proposition d'un Comité supérieur des salaires dépendant du Secrétariat d'Etat au Travail. Le salaire perd ainsi son caractère contractuel et semble devoir être fixé unilatéralement par la voie administrative.

fois au moyen-âge avec la doctrine chrétienne sur le « juste salaire » (1), Molina et Bonacina la précisent aux ^{xvi}^e et ^{xvii}^e siècles. La rémunération du travail ne fait pas encore l'objet d'une étude approfondie et ne donne pas encore naissance à une théorie bien définie.

Avec l'avènement du mercantilisme nous assistons à une régression à cet égard. On y aperçoit déjà la notion libérale de « prix naturel » avec cette aggravation que pour les mercantilistes, la faim constitue un élément nécessaire au rendement du travail ; plus les salaires seront bas et tendront à ne donner satisfaction qu'aux besoins élémentaires et mieux sera assuré le goût au travail, et par voie de conséquence la solidité de la richesse nationale et des classes possédantes. Mais pour cela, précisent au ^{xviii}^e siècle Mandeville en France et Mortimer en Angleterre, il faut maintenir le peuple dans un état extrême d'ignorance.

Ce n'est qu'au ^{xix}^e siècle avec l'apparition du libéralisme dont les précurseurs furent les physiocrates, que s'élaborent systématiquement diverses doctrines toutes basées sur la nécessité de ne pas troubler le libre jeu des forces économiques, mais reconnaissant, chacune dans une direction différente, l'existence objective d'une limite maxima ou minima du taux du salaire.

Adam Smith affirme l'existence d'une limite inférieure du salaire qui correspond aux nécessités de vie du travailleur et de sa famille. Mais son optimisme lui fait entrevoir une augmentation progressive du taux du salaire indépendante des oscillations produites par la poussée des forces contractuelles en présence.

Pour Malthus, cette limite s'abaisse jusqu'aux besoins

(1) ST THOMAS. *Summa theologiae*.

d'entretien de l'individu seul et le salaire a tendance à s'y maintenir malgré ses oscillations.

D'autres économistes libéraux comme Von Thünen, Jevons, Marshall et Leroy-Baulieu s'attachent plutôt à la notion de la valeur du travail considéré comme énergie-productive ; jointe à la limite marginale du pouvoir rémunérateur de l'acheteur de travail, elle constitue la limite maxima du taux du salaire.

Ricardo, avec sa fameuse théorie du salaire naturel précise le premier la notion de marché du travail ; celui-ci serait un prix déterminé par la loi de l'offre et de la demande et susceptible de varier comme le prix d'une marchandise.

Stuart Mill partage la même opinion mais pour lui la demande de travail serait représentée par les capitaux disponibles susceptibles de rétribuer l'offre constituée par la masse des travailleurs. C'est la théorie du fond de salaire.

La conception libérale se trouve, avec l'apport de ces savants, entièrement édifiée. Le salaire, considéré uniquement sous l'angle économique, abstraction faite de toute considération humanitaire, éthique ou sociale, n'est que le prix de la marchandise travail ; ce prix est donc soumis aux lois de l'offre et de la demande et varie, comme nous l'avons vu plus haut, suivant l'état des forces en présence. La seule limite naturelle et objective qui ait été discernée pour circonscrire la zone d'indétermination est, d'une part : le coût de subsistance de l'ouvrier, d'autre part : la marge disponible de capital rémunérateur et la productivité du travail.

Et encore ne s'agit-il là que de *limites naturelles*, c'est-à-dire dérivant *spontanément* du libre jeu de la concurrence et *susceptibles de varier* suivant les conditions du marché et la force des co-contractants. La notion de salaire minimum est en effet assimilée à celle de coût de production et perd

ainsi toute rigidité. Il ne s'agit pas en effet dans ce cas d'une règle objectivement établie mais d'une simple notion dont le contenu peut varier suivant les circonstances.

En résumé, la seule détermination à laquelle aboutit l'école libérale est celle qui résulte de l'accord des parties ce qui correspond, en réalité, à une indétermination permanente. On aperçoit ici combien la théorie contractuelle du salaire devient nécessaire si l'on veut, *en pratique* obtenir une vision complète du mécanisme réel de formation du taux de la rémunération du travail.

L'école socialiste a été la première à réagir contre la carence volontaire du capitalisme par l'insertion dans les données déterminatrices du taux du salaire de conceptions extra-économiques. Son effort ne revêt d'ailleurs que l'aspect d'une adaptation au régime capitaliste car le but final du socialisme est la suppression du salarié.

En mettant en relief l'infériorité du groupe ouvrier dans les rapports de travail et la condition matérielle peu enviable de ses membres, elle laisse entrevoir un des moyens d'arriver à une détermination à la fois plus juste et plus précise, mais cette vision est très rapide puisque les socialistes retournent aussitôt le problème au profit des salariés. Le seul élément positif est la condamnation de la libre concurrence et son remplacement par un ordre coordonnateur des éléments en présence. Malheureusement l'application en est trop unilatérale et Karl Marx va même jusqu'à confondre le taux de la rémunération du travail avec la valeur totale de la marchandise produite sans tenir aucun compte des autres éléments de la production, qu'il s'agisse de l'entrepreneur ou du capitaliste.

La réalisation du programme socialiste emporte naturellement une large intervention étatique que Ferdinand Las-

salle est le premier à avoir préconisée. Elle a surtout pour but de fixer le salaire à un taux très élevé, indépendamment des conditions économiques ambiantes, ce qui provoquera nécessairement une augmentation du coût de la vie et par voie de conséquence un nouveau désir de majoration de la part des salariés.

Malgré son caractère unilatéral, qui lui ôte toute nature contractuelle (1), le salaire socialiste n'acquerra ainsi malgré cette amputation, aucune fixité. Les revendications constantes de la classe ouvrière seront la source de l'instabilité du taux du salaire. La fixation unilatérale par la voie administrative emportant la suppression du marché du travail prive l'économiste du moyen pratique d'observation que permet la théorie contractuelle du salaire, sans arriver à la détermination plus grande que produisent généralement les normes des gouvernements autoritaires.

4. Avec le corporatisme, les bases elles-mêmes du problème sont changées. Les relations nées du travail dépassent le droit privé. Le salaire prend un caractère public et des considérations éthiques et sociales s'ajoutent aux données purement économiques.

La Charte du Travail dans sa Déclaration II proclame que :
« Le travail sous toutes ses formes... et un devoir social ».

Dans son grand discours du 14 novembre 1933 à l'Assemblée Générale du Conseil National des Corporations, le Duce annonce :

« Nous avons repoussé la théorie de « l'homme économique » la théorie libérale, et nous nous sommes cabrés toutes les fois que nous avons entendu dire que le travail est une marchandise. »

(1) RIVA SANSEVERINO (Luisa). *Salario minimo e salario corporativo*. Rome, 1931.

Le travailleur n'est plus considéré comme un simple salarié, mais comme un collaborateur de l'entreprise par l'apport qu'il fait à la production au même titre que l'entrepreneur ou le capitaliste. Le sort du travailleur est ainsi adroitement lié à celui de l'entreprise.

« Il existe en effet, indéniablement, écrit à cet égard M. Gaetano Napolitano (1) une correspondance entre le sort de la production et le bien-être de ceux qui contribuent à assurer celle-ci. Dès lors, il doit y avoir des rapports de solidarité et non de lutte, même en pure hypothèse scientifique, entre les différentes classes sociales qui concourent à la production et même si, par suite de la différence des intérêts, les classes peuvent parfois entrer en opposition entre elles, l'opposition est transitoire et c'est une erreur de faire reposer sur celle-ci une raison de lutte éternelle jusqu'à construire sur cette base une théorie générale ».

Cette correspondance entre le sort de la production et le bien être de ceux qui y participent échappe au calcul économique à base de prix qui suppose une supputation minutieuse des avantages immédiats que le sujet compte retirer du marché « dans l'évaluation qu'il fait pour décider si l'échange aura lieu, précise le Professeur Perroux (2), le sujet compare toujours l'utilité immédiatement dépendante du bien à acquérir avec l'utilité immédiatement dépendante du bien à céder ». Ce calcul économique consistant essentiellement en « un ensemble de choix du sujet en réaction contre une limitation... en une lutte organisée contre la limitation » (2) et qui caractérise l'économie capitaliste ne s'adapte donc plus au système corporatif qui écarte « le critérium

(1) *Principes économiques du corporatisme fasciste*, dans « Revue d'Economie politique », 1929.

(2) *Cours d'Economie politique*, T. IV, op. cit.

d'une conduite qui permet au sujet d'obtenir le plus grand gain monétaire possible ». Il ne faut pas confondre fait judiciairement observer M. Perroux « rationalité économique » et « rationalité humaine ». L'application de l'organisation dite rationnelle du travail, même si cette « rationalité » ne se définit pas seulement par rapport à un rendement matériel, mais tient compte de la santé et d'un minimum de bien-être humains a montré et montre chaque jour que l'appréciation objective ne coïncide pas forcément avec les évaluations subjectives — même réfléchies — des intéressés ».

La conception éthique, morale et politique du corporatisme, dans l'examen des faits économiques, ainsi que nous l'avons étudié dans les chapitres précédents, trouve son application totale dans ce nouveau domaine. Le citoyen est décelé à travers le travailleur qui n'est plus considéré comme le simple détenteur d'une marchandise échangeable.

5. Des normes étatiques invariables précisent, compte tenu des exigences nationales et des conditions du marché, les limites d'un salaire juste.

Le seul énoncé de ces nouveaux principes directeurs laisse supposer un large changement dans les caractéristiques des modes de détermination du salaire corporatif.

Ces caractéristiques se réalisent en une série de mesures conférant à ce salaire une direction consciente et par voie de conséquence, une *stabilité* et une *détermination* jamais atteintes jusqu'ici.

Cette détermination est obtenue surtout par l'*égalisation* des forces des représentants des groupes en présence telle qu'elle est établie à l'intérieur des syndicats et des corporations. L'égalisation signifie en fait l'octroi d'une quantité égale de droits et de prérogatives aux représentants des groupes et l'ajustement aussi grand que possible du volume de

la demande de travail au volume de l'offre. « Les associations professionnelles légalement reconnues, énonce la Déclaration VI de la Charte du Travail, assurent l'égalité juridique entre les employeurs et les travailleurs ».

Cette mise sur un rigoureux pied d'égalité (1) des preneurs et des donneurs de travail restreint singulièrement l'espace offert aux oscillations des prix du service provoquées par le débat des contractants dans le contrat collectif.

L'ajustement des intérêts individuels en contraste, intégralement représentés dans une unique association professionnelle légalement reconnue, justifie le pouvoir laissé aux parties en ce qui concerne la détermination des chiffres effectifs des salaires par la Déclaration XII in fine de la Charte du Travail :

« La détermination du salaire est soustraite à toute règle générale et remise à l'accord des parties formulé dans les contrats collectifs ». Le caractère pratique du régime corporatif se manifeste donc ici par l'adoption, entre certaines limites, d'une théorie contractuelle du salaire capable d'exprimer clairement la réalité, ce qui suppose l'abandon du concept de productivité marginale qui ne peut être employé comme moyen d'étude que dans le domaine idéal de la concurrence parfaite.

On obtient ainsi une précision et une spécialisation plus grande du taux du salaire à *l'intérieur de chaque marché particulier* du travail. *L'Uniformité anti-déterminatrice* des rétributions du travail telle qu'elle résulte nécessairement des luttes de la concurrence ou de l'épreuve de force du

(1) Il se peut que cette égalisation si minutieusement réglée *en droit* ne se retrouve pas à l'état pur dans *la réalité* en raison de l'importance économique ou de la puissance occulte que présente tel ou tel groupement déterminé d'intérêts.

monopole bi-latéral, est rompue par cette adhérence précise aux conditions diverses de la réalité. Le salaire aura ainsi un taux spécialement adapté suivant la branche d'industrie, la nature du travail, la région, l'âge, le sexe.

Mais là ne se borne pas l'effort de détermination du régime corporatif. Malgré la garantie tout au moins apparente que présente déjà à cet égard l'égalité entre les parties, l'Etat intervient à nouveau pour circonscrire encore le domaine déjà très restreint dans lequel se meuvent les intérêts éga-lisés.

Ces limites sont énumérées par la Déclaration XII de la Charte du Travail :

« L'action du syndicat, l'œuvre de conciliation des organes corporatifs et les sentences de la magistrature du Travail garantissent la correspondance du salaire aux *exigences normales de la vie*, aux *possibilité de la production* et au *rendement du travail*. »

Le corporatisme, intervenant au nom des intérêts supérieurs de l'Etat et pour cette raison même, tient compte dans la fixation de ces limites, non seulement des éléments purement économiques du problème du salaire, mais aussi de facteurs sociaux ; c'est ce qui explique le caractère pluri-latéral et complet, jamais atteint jusqu'ici, de ses efforts déterminateurs.

Tandis qu'en régime capitaliste les « exigences normales de la vie » du travailleur, c'est-à-dire le coût de production du travail, déterminant la *mesure* approximative du salaire, elles ne constituent pour le corporatisme qu'une limite *minima* au-dessous de laquelle les parties du contrat collectif ne peuvent descendre.

Les « possibilités de la production » correspondent à la limite maxima du taux du salaire, celle qu'il ne peut dé-

passer sans provoquer un dérèglement général de l'organisme économique. Il se peut d'ailleurs que cette limite corresponde en fait à une diminution lorsque les circonstances économiques l'exigent (crise par exemple). Il va de soi qu'en cette hypothèse, le profit de l'entrepreneur subit lui aussi une compression.

Un troisième élément déterminateur est introduit par l'adaptation du taux du salaire au « rendement du travail » nous touchons ici la troisième dimension limitatrice qui permet au salaire de se fixer entre les limites minima et maxima. En effet la courbe formée par la productivité du travail dépasse pour le capitalisme moderne celle des besoins indispensables du salarié et de sa famille ; elle est par contre d'une intensité plus faible que celle qui représente le potentiel total de la production qui comprend aussi le profit de l'entrepreneur, l'intérêt du capital, les nécessités de l'épargne et des investissements en capitaux fixes ou en nouvelles créations. Le salaire corporatif a d'ailleurs tendance à graviter autour de la valeur de la productivité de l'ouvrier et il ne dépasse cette hauteur pour atteindre un taux maximum plus élevé qu'autant que cela ne cause pas de dommage aux autres intérêts que nous venons d'énumérer.

L'équilibre entre ces trois données déterminatrices tel qu'il résulte du contrat collectif à la suite de débat entre intérêts égaux s'affrontant à l'intérieur de l'association professionnelle légalement reconnue marque le point d'arrêt du salaire corporatif.

Et pourtant là ne s'arrête pas l'effort corporatif. Un « centrage » complémentaire destiné à éliminer les derniers « flottements » dont le point d'arrêt peut encore être l'objet, est réalisé par l'intervention éventuelle de la corporation ou de

la Magistrature du Travail qui sur la requête des associations et des syndicats impuissants à obtenir un résultat précis, peuvent fixer un nouveau et juste taux de salaire et déterminer ainsi à l'intérieur de la zone contractuelle délimitée, la place exacte de la rencontre avantageuse des intérêts en présence, compte tenu des conditions générales du marché et des fins suprêmes de la nation. Ce résultat est facilement obtenu grâce aux moyens dont disposent ces organismes et au personnel spécialement compétent qui les composent. On atteint ainsi à une maîtrise économique d'une envergure et d'une puissance bien supérieure à celle dont est susceptible un groupe ou entreprise liés (1).

Une stabilité plus forte et plus intime est en dernier lieu obtenue par la politique de réduction des prix instaurée par le corporatisme et liée à la politique monétaire.

Le salaire subit directement les variations du coût de la vie et suit, bien qu'avec retard, ces variations. En soustrayant le salaire à ces vicissitudes par des mesures administratives réglementant et contenant les prix des produits on obtient par voie de conséquence une fixation profonde du pouvoir d'achat du travailleur c'est-à-dire du *salaire réel*. Nous apercevons ici combien est inopérante à cet égard l'action des syndicats libres en régime capitaliste puisqu'elle tend uniquement à imposer l'immobilité du salaire *nominal* à un taux élevé. Non seulement cette manœuvre unilatérale est souvent la cause d'un plus grand chômage mais encore elle est le germe d'une variation incessante du salaire qui tente, sans jamais y parvenir, de rattraper les prix laissés libres et ne confère jamais à l'ouvrier une masse de bien correspondant au gain élevé si difficilement conquis.

(1) Cf. L. JANNACONE, *Prezzi e Mercati*, Turin, 1936, et G. MASCI, *Saggi critici di Teoria e Metodologia economica*, Catane, 1934.

C'est la raison pour laquelle si les statistiques officielles italiennes indiquent des oscillations, bien faibles d'ailleurs, du salaire nominal, la stable détermination des salaires réels est certaine.

L'amointrissement de la marge d'indétermination du salaire capitaliste tel que le régime corporatif le réalise, ne signifie pas que le marché du travail est supprimé par une fixation purement administrative des prix, détermination ne veut pas dire immobilité complète. A l'intérieur des limites strictement fixées, il reste de la place pour un débat économique entre groupes aux intérêts distincts et quelquefois opposés. Au contraire la rationalisation et la tutelle de la production réalisée par le corporatisme rend plus élastique un marché qui avait été pétrifié par les grandes constructions des puissants groupements qui drainaient la totalité de l'économie en régime capitaliste. La possibilité d'ajustement rapide des coûts aux prix est à cet égard remarquable. La seule nouveauté qu'apporte dans ce débat le corporatisme est un élément *régulateur* dans le comportement normal des différentes catégories qui interviennent à l'intérieur du contrat collectif.

En somme, en matière de salaire comme dans les autres domaines, le corporatisme reconnaît la légitimité des intérêts individuels mais les subordonne aux intérêts supérieurs de l'Etat.

Le salaire figure désormais au nombre des problèmes vitaux dont l'Etat a la charge et ce, pour le bien de chaque travailleur de la collectivité.

Ainsi que le fait remarquer Arias (1) à la notion de salaire

(1) *Il salario corporativo*. Modène, 1929.

« económico-privé », résultant du jeu des forces économiques, succède celle du salaire « económico-public » constituée par l'ajustement et la soumission des éléments économiques intéressés.

Nous rejoignons ainsi l'interprétation exposée au précédent chapitre.

CHAPITRE IV

LE CORPORATISME INTERPRETE COMME MOYEN D'ASSURANCE DES RISQUES NON ASSURES

1. LE PRINCIPE. — 2. LA CONSOLIDATION DES ASSURANCES EXISTANTES. — 3. ASSURANCE DE TOUS LES RISQUES INDIVIDUELS. — 4. L'ASSURANCE DES ENTREPRISES. — 5. ASSURANCE CONTRE LE RISQUE D'EXPORTATION VIOLENTE. — 6. ASSURANCE RÉSULTANT DE LA SUPPRESSION DE LA GRÈVE ET DU LOCK-OUT. — 7. ASSURANCE CONTRE LE RISQUE D'UN DÉSÉQUILIBRE ENTRE PRODUCTION ET CONSOMMATION. — 8. ASSURANCE CONTRE LE RISQUE D'UNE ERREUR D'APPRÉCIATION DANS LES INVESTISSEMENTS. — 9. ASSURANCE CONTRE LE RISQUE D'AGGRAVATION DU COUT. — 10. ASSURANCE DU MAINTIEN DE L'INTÉRÊT INDIVIDUEL. — 11. COUT DE L'INSTITUTION. — 12. INTÉRÊT PRATIQUE DE LA CONCEPTION D'ASSURANCE.

1. Dans sa réalisation complète le corporatisme apparaît sous l'aspect d'un véritable organisme d'assurance des différents sujets économiques : individus et entreprises, contre des risques dont ils supportaient jusqu'ici tout le poids.

Cette assurance revêt un caractère surtout préventif mais aussi quelquefois réparateur.

Le mérite de cette savante et fertile interprétation dont l'utilité pratique découvre dans le domaine économique des possibilités fécondes, en revient au Professeur Ugo Papi, de l'Université de Rome (1).

Elle est la conséquence directe de la mise en œuvre du principe déjà énoncé de la restauration de l'autorité étatique en vue d'une intervention systématique et rationnelle de l'Etat qui réalise la discipline unitaire de la production.

Le principe d'assurance puise en effet son origine dans le complexe *unitaire* de la production, dans l'action *collaboratrice* de tous les facteurs productifs. « Les forces de la production sont conciliables entre elles et seulement à cette condition elles sont fécondes » lit-on dans l'ordre du jour qui approuve la Charte du Travail ; et seule une intervention éclairée peut obtenir cette collaboration féconde.

C'est surtout par cette volonté pacificatrice créatrice d'un bien-être supérieur par une meilleure et plus grande production que l'on peut différencier l'action cohérente de l'Etat corporatif de l'intervention désordonnée et chaotique des Etats libéral et socialiste.

2. L'activité d'assurance de l'Etat existait bien avant l'énonciation de cette interprétation comme conception directrice ; mais les diverses économies capitalistes ne l'exerçaient qu'incomplètement et difficilement en raison de leurs prémisses individualistes. Ce n'est qu'à l'aide de critères disparates tels que : justice sociale, responsabilité sociale et arbitrage social que le faible Etat libéral tentait d'intervenir dans la lutte des groupes pour assurer tant bien que mal l'individu contre la maladie, l'ignorance, les mauvaises conditions

(1) UGO PAPI, *Lezioni di economia politica corporativa*, Vol. III, Padoue, 1937.

matérielles, intellectuelles et morales dans lesquelles il pouvait vivre, créant à cette fin des services et des budgets spéciaux dont la charge était autant que possible reportée sur les classes non laborieuses.

Il s'agissait naturellement de services ou de besoins trop importants pour en laisser la gestion à un simple particulier que se serait trouvé dans l'impossibilité d'y faire face ou dans l'obligation de dépenser des efforts considérables pour un résultat négligeable.

Par contre le principe sacro-saint de la libre concurrence ne permettait pas une assurance de l'activité des entreprises et des groupes producteurs dont la lutte était pourtant la source de tant de maux pour la collectivité et pour ces groupements.

L'importance croissante prise par les syndicats patronaux et ouvriers et par les coalitions des entreprises productrices après la grande guerre, ne fit qu'aggraver cet état de fait dommageable à la production en ralentissant encore son essor par toute la gamme des mesures protectrices adoptées sur la pression des groupes eux-mêmes.

Les charges toujours plus lourdes imposées à l'Etat par l'assurance d'un nombre de plus en plus important de risques individuels, source directe de la législation sur les dommages de guerre et des lois en faveur des invalides de guerre, des vieillards, des infirmes, des familles nombreuses, des chômeurs, etc... n'étaient plus de la sorte contrebalancées par les revenus qu'auraient pu procurer une production accélérée de biens et de services.

Le corporatisme par la restauration de l'autorité et de l'unité de l'Etat, par la substitution de l'intérêt du groupe à celui de l'individu, par le principe de *collaboration* et de solidarité des intérêts, base de son programme qui fait dis-

paraître toute lutte inféconde, rassemble les éléments d'assurance individuelle qu'il trouve épars dans les ruines du libéralisme, les complète et en étend le bénéfice aux entreprises qui seront elles aussi garanties du risque grave qu'elles courent en régime de groupes en lutte.

L'activité d'assurance de l'Etat prend ainsi la forme d'un principe qui représente l'un des aspects les plus intéressants de l'expérience corporative.

3. Le corporatisme consolide tout d'abord les formes existantes d'assurance de l'individu et les étend.

Avant la publication de la loi du 5 février 1934 sur l'organisation des corporations et en dehors du document essentiel de la Charte du Travail, de nombreux textes intervinrent en la matière.

C'est d'abord la loi du 5 juillet 1923 sur l'assurance obligatoire pour la maternité qui assure les mères nécessiteuses depuis la gestation jusqu'à ce que l'enfant ait atteint l'âge de 3 ans ; la loi du 30 décembre 1923 sur l'assurance contre le chômage involontaire et saisonnier ; la très intéressante loi du 1^{er} juillet 1928 sur l'assurance obligatoire contre la tuberculose préparant la voie à l'assurance générale contre les maladies. Elle complète le décret-loi du 27 octobre 1927 ; les ouvriers sont assurés d'office et ont droit, le cas échéant, à une retraite dans les meilleurs sanatoria ; ceux qui ont une famille à leur charge reçoivent en outre une indemnité destinée à pourvoir à leurs besoins.

Des mesures plus générales, faisant déjà entrevoir la réglementation totale postérieure, sont arrêtées par la loi du 3 avril 1926 sur les syndicats qui, dans la tutelle des intérêts de leurs associés, doivent faire place à côté de leurs préoccupations économiques à des mobiles moraux et nationaux d'assistance, d'éducation et d'instruction. Les syndicats sont

obligés d'organiser des instituts d'assistance économique qui au moyen d'un fond de garantie institué à cet égard, pourront faire face aux nécessités de l'assurance individuelle.

Mais c'est avec la Charte du Travail que le processus d'assurance directe des risques individuels atteint son plus grand développement.

La déclaration XXVI de la Charte, dispose « La prévoyance est une haute manifestation du principe de collaboration. L'employeur et le travailleur doivent contribuer à ses charges dans une mesure proportionnée à leurs moyens respectifs. L'Etat, par l'intermédiaire des organes corporatifs et des associations professionnelles s'emploiera à coordonner et à unifier, autant que faire se pourra, le système et les institutions de prévoyance ».

Le corporatisme, prenant le contre-pied du socialisme d'Etat, n'impose plus à l'Etat la charge de la prime d'assurance. C'est l'ouvrier et l'employeur qui en effectuent le paiement moyennant une prestation d'un montant très faible par rapport au taux du salaire.

La déclaration XXVII indique ensuite le programme général du régime en matière d'assurance des risques individuels :

« 1°) le perfectionnement de l'assurance contre les accidents ;

2°) l'amélioration et l'extension de l'assurance-maternité ;

3°) l'assurance contre les maladies professionnelles et la tuberculose comme première étape vers l'assurance générale contre toutes les maladies ;

4°) le perfectionnement de l'assurance contre le chômage involontaire ;

5°) l'adoption de formes spéciales d'assurance visant à doter les jeunes travailleurs ».

Le risque le plus grave que courait le travailleur en régime de groupes en lutte était le chômage. C'est à sa résorption que le corporatisme a appliqué avant tout ses efforts. Il y a lieu de noter ici que cette action vise à la fois le chômage cyclique et le chômage technologique, abstraction faite des résultats qui sont très différents pour l'un et l'autre.

L'aspect nouveau du travail entendu comme devoir social, moralisateur et éducateur, et non plus comme une marchandise quelconque a tout naturellement amené les promoteurs du corporatisme à en assurer la possession à tout citoyen digne de ce nom. C'est le point de départ d'une politique très complète qui se manifeste par de nombreuses mesures aux résultats inégaux.

Le premier point est acquis par l'organisation méthodique de l'offre et de la demande de travail opéré dans les offices de placement corporatifs. L'immobilité relative de l'offre est atténuée par la politique des migrations internes ou répartition inter-régionale des chômeurs et par la création de colonies agraires.

La raideur de la demande est supprimée par le « principe de l'obligation », c'est-à-dire du placement obligatoire auprès de chaque patron d'un minimum de main-d'œuvre.

L'introduction du « livret de travail » permet un contrôle rapide de l'élément ouvrier.

Par sa politique de « bonification intégrale » et l'intensification des grands Travaux Publics, l'Etat contribue aussi à l'absorption d'un grand nombre de chômeurs.

Enfin, l'adoption de la semaine de 40 heures qui a été introduite en Italie dès 1934 a pu également avoir un effet heureux à cet égard.

L'ensemble de ces mesures n'a pas fait disparaître entièrement le chômage qui ne peut être totalement résorbé en

raison de la disproportion trop grande qui existe entre les énormes possibilités techniques de production et les facultés de consommation liées à l'indice démographique ; c'est pourquoi le régime de l'indemnité de chômage, majorée suivant le nombre des enfants, a été conservé.

Malgré tout, le nombre des chômeurs était, avant la guerre, proportionnellement beaucoup moins élevé en Italie où régnait le régime corporatif que dans les pays à régime libéral.

Le corporatisme a également apporté tous ses soins à l'assurance contre les accidents du travail rendus plus fréquents par suite du progrès technique ; de nombreuses lois sont intervenues en la matière ; loi du 17 avril 1935, loi du 15 novembre 1936, décret du 25 janvier 1937. L'assurance qui s'étend aux apprentis et aux parents de l'employeur qui travaillent sous ses ordres a lieu de plein droit.

Un décret-loi du 22 mars 1934 a élargi et complété la législation antérieure relative à l'assurance maternelle.

Des caisses mutuelles de maladie créées par les différentes confédérations de travailleurs constituent la première étape de l'assurance générale obligatoire contre toutes les maladies.

Certaines formes d'assurance concernant la dot des jeunes salariés et les primes nuptiales sont actuellement en voie de constitution.

L'éducation et l'instruction professionnelle elles-mêmes sont assurées au jeune travailleur par les syndicats ; la déclaration XXX prescrit à cet égard « L'éducation et l'instruction, surtout l'instruction professionnelle des personnes, *inscrites ou non*, qu'elles représentent sont un des devoirs principaux des associations professionnelles. Ces dernières doivent soutenir l'action des œuvres nationales relatives à l'uti-

lisation des loisirs, ainsi que les autres initiatives destinées à l'éducation ».

Le régime intervient dans cette voie par l'organisation des « Lictoriaux du Travail » constitués par des jeunes Travailleurs dont le but est de progresser dans la connaissance de leur métier par l'émulation. Ces groupements sont organisés par les Jeunes Faisceaux et contribuent beaucoup, complétés par les diverses Ecoles professionnelles, à l'amélioration de la capacité technique des ouvriers.

L'action des groupes syndicaux de culture constitués par les Syndicats des Travailleurs de l'industrie vise non seulement à l'instruction professionnelle mais aussi à la formation intellectuelle générale des travailleurs par des réunions, des visites ou des conférences artistiques, culturelles et sportives. Ce qui est recherché ici, c'est le perfectionnement moral et intellectuel des ouvriers, qui, dans les groupements ne sont pas seulement des élèves, mais participent activement à l'activité artistique, soit en constituant des troupes de comédiens amateurs (le char de Thespis par exemple) soit en offrant leur concours personnel à des chorales ou à des concerts.

L'action des groupes syndicaux de culture complète heureusement l'œuvre nationale très connue du « Dopo Lavoro » complète ces diverses mesures.

Toutes ces formes d'assurance individuelle sont contrôlées par l'Institut national d'Assistance sociale qui aide les associés en litige et vise les décisions prises par les différents organes d'assurance sociale.

4. Le principe d'assurance, propre au régime corporatif, ne s'applique pas seulement aux individus. Ce qui fait surtout son originalité c'est son action sur l'activité des entre-

prises elles-mêmes qui se verront ainsi soustraites de plus en plus à leur propre responsabilité.

Le résultat de cette action aboutit à la substitution d'une dépense certaine, moindre à une perte éventuelle plus forte pour le bénéficiaire de l'assurance.

Le développement sain et complet des entreprises et par conséquent de la production est ainsi garanti.

5. C'est d'abord, l'assurance du risque le plus grave qu'une entreprise puisse craindre : celui d'une expropriation violente, complète et sans contre-partie de la part des groupements prolétariens extrémistes dans le cas où ils parviendraient, même temporairement au pouvoir.

En effet, le corporatisme maintient, protège et garantit la propriété privée, qu'il s'agisse de capitaux fixes ou circulants ; l'initiative privée, si utile à l'amélioration de la production et la possibilité d'épargner qui permet la formation de capitaux neufs destinés à fouetter l'essor de la production.

6. Les grèves économiques et politiques, le lock-out, constituent aussi un risque très grave dont la menace pèse constamment sur toute entreprise fonctionnant en régime de groupes en lutte. Lorsque ces événements se produisent, ils constituent un passif très lourd pour les deux partis, vainqueur ou vaincu qui dépasse presque toujours en quantité le léger avantage obtenu péniblement et provoquent une perte sensible de biens pour la collectivité.

Le corporatisme par la substitution dans les rapports entre groupes du principe de collaboration à l'esprit de lutte (loi du 3 avril 1926) et par la suppression pure et simple de la grève et du lock-out assure complètement l'entreprise et lui permet au contraire d'appliquer ses facultés et ses moyens matériels à une plus complète activité de perfectionnement des produits finis.

7. En régime de libre concurrence les diverses entreprises abandonnées à leur propre initiative et ignorantes, faute de moyens suffisants d'information, des intentions et de la force des entreprises concurrentes ainsi que des autres conditions du marché, produisent dans un but lucratif, en période de prix ascendants, une quantité toujours plus grande de marchandises qui provoque finalement, sans qu'il y ait erreur volontaire de leur part, une chute des prix et une perte énorme pour chacune d'elles et pour la collectivité. Ce déséquilibre continuuel entre la production et la consommation est une des raisons les plus directes des crises de surproduction ou de sous-consommation qui constituent un risque très dangereux contre lequel aucune assurance n'est possible en régime libéral.

Déjà avant l'avènement du corporatisme, des ententes s'étaient réalisées sur le marché entre entreprises d'une même branche productive en vue d'ajuster les activités et les méthodes d'organisation à une production plus rationnelle.

Mais il s'agissait là de réactions spontanées dont l'efficacité ne se vérifiait malheureusement pas toujours. Tout au plus réussissait-on à répartir plus équitablement la charge que le risque d'une variation de la demande faisait peser trop inégalement sur les diverses entreprises également fautives.

Le corporatisme traduit en normes organiques ces différentes tendances et les complète par l'adoption du principe de la « discipline unitaire de la production » énoncé par l'article 8 de la loi du 5 février 1934 sur la constitution des corporations.

Cette discipline est réalisée par la constitution des entreprises en consortiums obligatoires et par le pouvoir donné aux corporations de limiter l'extension d'un établissement

ou d'interdire la création d'une entreprise nouvelle si les conditions du marché ne le permettent pas.

La corporation est en effet dotée de moyens puissants grâce auxquels elle peut recueillir un volume de renseignements et de connaissances qui l'éclairent sur les conditions réelles du marché et en font un organisme régulateur à compétence beaucoup plus étendue que celle d'un simple entrepreneur.

L'organe corporatif complète cette harmonisation de la production par le règlement des rapports collectifs à l'intérieur de chaque groupe, par la surveillance de l'activité des consortiums et par le contrôle des prix de vente des produits.

La rationalisation du marché lui rend cette élasticité que lui avait fait perdre le raidissement des groupes hostiles ; les chances de déséquilibre entre la production et la consommation sont encore atténués par une plus grande mobilité de débouché des produits et les possibilités d'alignement des coûts aux prix.

L'ensemble de ces mesures n'élimine pas complètement le risque mais, ce qui est le propre de toute assurance, le diminue considérablement par l'atténuation certaine des fluctuations économiques.

Il est certain que ces résultats ne seront obtenus que si les hommes qui auront à résoudre ces problèmes apportent dans l'exécution de leur tâche une « conscience corporative » et une compétence à toute épreuve. Si ces conditions n'étaient pas réunies, les mesures envisagées risqueraient de dégénérer en favoritisme vis-à-vis de quelques entreprises ou en une fixation des prix de vente ne correspondant pas aux conditions réelles du marché.

Emprisons-nous d'ajouter qu'il ne s'agit là que d'une pure supposition destinée à faire apparaître le défaut *éven-*

tuel de l'institution. Cette hypothèse a d'autant moins de chance de se réaliser que les corporations sont elles-mêmes assujetties à un organe supérieur, le Comité Corporatif Central, qui complète pour la totalité des branches de la production l'action intérieure des corporations.

8. Par le pouvoir ainsi conféré aux corporations d'accorder ou non, dans l'intérêt de la collectivité, leur assentiment à l'extension d'entreprises anciennes ou à la création d'entreprises nouvelles, un nouveau risque qui menace l'entrepreneur, celui d'une erreur dans l'investissement de ses capitaux, provenant de sa trop faible faculté de prévision, se trouve automatiquement assuré.

9. Enfin, la déclaration VIII de la Charte du Travail est la source d'une autre assurance quand, sous l'égide de la corporation elle oblige les « associations professionnelles d'employeurs à prendre l'initiative de *réaliser par tous les moyens l'augmentation, le perfectionnement de la production et la réduction du prix de revient* ».

C'est d'abord l'assurance du risque d'aggravation du coût résultant de l'organisation défectueuse des entreprises. La corporation, en effet, en présence d'une demande certifiée de produit, venant de l'intérieur ou de l'étranger, recherche pour y satisfaire l'offre de l'entreprise de la branche de production intéressée dont le coût est le plus bas et fixe le prix par rapport à ces deux éléments. Les établissements dont le prix de revient est supérieur sont donc immédiatement incités à réduire leur coût ; ils y sont encore plus poussés par l'octroi de primes ou de licences d'exportation aux producteurs les plus économiques.

10. Nous arrivons ainsi à la protection de l'intérêt individuel qui est un élément indispensable à la production, grâce à la survivance d'une active possibilité de concurrence. Alors

que dans un régime à Socialisme d'Etat cet élément est réduit à néant, il est au contraire en régime corporatif, tonifié par la possibilité et même la *nécessité* dans laquelle se trouve l'entrepreneur d'augmenter son profit personnel en réduisant son coût de production. Un champ immense est ainsi ouvert à toutes les initiatives pour aboutir à un meilleur rendement de *tous* les facteurs productifs.

Tous ces exemples permettent donc d'affirmer que le corporatisme peut être assimilé à une vaste organisation soustrayant aux risques économiques divers d'abord les individus, ensuite les entreprises.

En considérant l'économie comme la science des moyens destinés à atteindre des fins réalisables seulement dans l'avenir et en tenant compte des nombreux obstacles qui constituent autant de risques, susceptibles d'entraver le développement normal de l'action entreprise dans ce but, le principe d'assurance apparaît comme l'élément dont ne pourrait se passer la moindre activité économique.

La prestation matérielle de l'assurance peut revêtir : soit une forme réparatrice, l'indemnisation du sujet dont le risque s'est réalisé, ce qui se produit surtout en matière d'assurance individuelle, soit une forme préventive adoptée particulièrement pour l'assurance des entreprises et des consortiums.

Dans le premier cas, l'assimilation à l'activité d'une assurance privée est manifeste ; la charge du malheur de la portion de la société qui a été frappée est reportée sur la partie encore vigoureuse, pour le plus grand bien de la collectivité toute entière. C'est un mode d'action qui se présente surtout comme nous l'avons vu pour l'assurance individuelle mais il intervient aussi en faveur des établissements présentant un intérêt national et frappés par la crise. Les moyens

dont dispose l'Etat à cet égard sont variées puisqu'ils vont de l'impôt aux mesures de sauvetage en passant par le prêt, les Travaux Publics, etc...

Dans le deuxième cas, la ressemblance avec l'activité d'un établissement privé d'assurance est également discernable si l'on considère que malgré l'action préventive le risque subsiste toujours.

11. Mais cet exposé des avantages ne doit pas faire oublier le coût inévitable entraîné pour la nation par la constitution des nombreux services administratifs qui, par leur action de discipline et de coordination, transposent dans la réalité le principe d'assurance. Ainsi se pose la question de savoir si, en définitive, cette activité nouvelle entraîne pour la nation, compte tenu des dépenses supplémentaires ainsi provoquées, un gain net suffisant.

Comme l'a dit le Duce dans son discours du 13 janvier 1934 au Sénat du Royaume : « Le jugement sur une institution est aussi en relation avec son coût. Il ne faut donc pas craindre une augmentation de bureaucratie. Il faut même se rendre compte que l'on ne peut penser à une organisation humaine, sans un minimum de bureaucratie ».

L'expérience corporative n'est pas encore suffisamment mûre pour permettre une évaluation certaine à cet égard. Lorsque l'évolution corporative sera arrivée à un stade de perfection suffisante et surtout lorsque son processus se développera dans une ambiance économique normale c'est-à-dire en faisant abstraction des circonstances politiques actuelles il sera possible de comparer ses résultats à ceux d'une organisation économique antérieure différente.

En tenant compte de toutes les modifications économiques qui ont pu se produire sur le marché (qu'il s'agisse de l'accroissement de la population, du progrès technique, du cré-

dit, des crises ordinaires et extraordinaires, cette comparaison peut donner lieu, en théorie, à trois situations différentes :

1°) l'ensemble des revenus productifs *nets* est *supérieur* à celui qui est obtenu dans le régime antérieur de groupes en lutte. Dans ce cas, le bénéfice ainsi réalisé compense largement le prix de revient de la bureaucratie ;

2°) le revenu *net* global tel qu'il résulte du fonctionnement du régime corporatif est *égal* à celui du régime antérieur. La dépense imposée par le service assureur correspond alors au bénéfice qu'il procure et en constitue la contrepartie. Dans ce cas l'activité d'assurance est toujours avantageuse puisqu'elle ne coûte rien à la collectivité qui jouit tout de même de ses bienfaits.

3°) Le rendement *net* est *inférieur* à celui qui est constaté dans le régime antérieur de groupes en lutte. Dans ce cas, il faut ajouter à la dépenses supplémentaire nécessitée par la création de la nouvelle bureaucratie, la quantité de revenus ou de richesse produite en moins. Cette charge supplémentaire constitue la « prime d'assurance » et pèsera sur tous les établissements producteurs appelés à bénéficier le cas échéant de l'assurance. Cette hypothèse ou les résultats les plus défavorables sont envisagés justifie donc elle aussi l'utilité de l'action d'assurance corporative.

Mais l'atténuation de la chance de réalisation du risque effectif doit entraîner une diminution du taux de la prime et par voie de conséquence, une réduction du prix de revient complexe.

12. La notion d'assurance en régime corporatif provoque ainsi fatalement l'adoption d'une politique de réduction massive des coûts.

C'est l'une des intéressantes conséquences pratiques de cette interprétation.

Cet effort d'érosion des coûts est naturellement indispensable dans l'hypothèse la plus défavorable envisagée ci-dessus, mais il se justifie et même s'avère nécessaire dans le cas où l'ensemble des revenus est égal ou supérieur à celui d'un régime antérieur, car même lorsque les résultats de celui-ci ont été dépassés, le principe d'accroissement toujours plus grand de la production et des revenus, inscrit à la base de l'édifice corporatif, astreint constamment les entreprises à assurer sans trêve une production *toujours plus économique*. Ceci signifie qu'il faut éviter les dépenses inutiles tout en maintenant la quantité et la qualité de produits finis par une rémunération toujours convenable de l'ouvrier qui ne doit pas subir de diminution injustifiée.

La conception d'assurance telle qu'elle est interprétée par le Professeur Ugo Papi présente ainsi une utilité immédiate : celle de la « traduction en actes » de la directive essentielle de perfectionnement de la production et de réduction des coûts préconisée par la Charte du Travail.

Elle permet aussi de confirmer que le caractère d'impe-rium de l'économie corporative tel qu'il a été envisagé au chapitre II, est indispensable pour établir l'harmonie et la discipline entre les diverses corporations qui auraient, livrées à elles-mêmes, tendance à renouveler les luttes d'intérêt observées dans des régimes différents et que ne pourrait éviter un corporatisme d'association.

L'opinion courante suivant laquelle la prospérité d'un pays se mesure au degré d'élévation des prix est détruite par la démonstration qu'un coût inférieur et par conséquent un prix réduit, peut coexister avec un revenu élevé.

Enfin, elle contribue à faire comprendre le mécanisme des

prix des biens et des services en régime corporatif qui se stabilisent ainsi que nous l'avons vu pour le salaire, au niveau du coût permettant la productivité maxima.

« En ce siècle, on ne peut admettre que la misère matérielle soit inévitable, on peut tout au plus accepter la triste fatalité de la misère physiologique » dit le Duce dans son discours prononcé le 10 novembre 1934 à l'occasion de l'installation des 22 Conseils des Corporations. Cette préoccupation humanitaire inspire surtout les mesures prises en ce qui concerne l'assurance des individus.

L'assurance corporative des entreprises est, par contre, pratiquée en vue de la réalisation aussi complète que possible du bien-être supérieur de la nation tel qu'il est défini par le régime. Elle entraîne une rationalisation du marché, une discipline et une tutelle des intérêts existants instigatrices d'une production meilleure, plus abondante, plus économique, par une compression inlassable des coûts, et par une redistribution plus juste du revenu social grâce à une vision totale du phénomène économique sans employer le moyen révolutionnaire de la « propriété collective des facteurs ».

Cette grande lacune du régime capitaliste dans lequel les interventions aux fins d'assurance n'apparaissent qu'à l'état larvé et sans lien, est ainsi comblée sans avoir recours aux constructions socialistes ou interventionnistes.

CHAPITRE V

LA PREVENTION ET L'ATTENUATION DES CRISES PAR LE REGIME CORPORATIF

1. LES CRISES EN RÉGIME CAPITALISTE A PETITES UNITÉS. — 2. DÉ-
SÉQUILIBRE ENTRE LA PRODUCTION ET LA CONSOMMATION. —
3. DÉSÉQUILIBRE ENTRE COUTS ET PRIX. — 4. ABSENCE DE
SIMULTANÉITÉ DANS LA VARIATION DES PRIX ET DES SALAIRES.
— 5. DÉSÉQUILIBRE ENTRE ÉPARGNE ET INVESTISSEMENTS. —
6. INAPTITUDE DU RÉGIME DE LIBRE CONCURRENCE PARFAITE
A DOMINER SANS PERTES DE CAPITAUX CES DÉSÉQUILIBRES. —
7. RÉGIME DE CONCENTRATION, DE COALITION ET DE MONOPOLE.
— 8. REMÈDES PROPOSÉS PAR LES LIBÉRAUX. — 9. LA SOLU-
TION CORPORATIVE : *a*) DISCIPLINE UNITAIRE ET CONTROLE DE
LA PRODUCTION ; *b*) AUGMENTATION DE LA PRODUCTION, RÉDUC-
TION DES COUTS NORMAUX ET ÉLIMINATION DES COUTS SPÉCI-
FIQUES ; *c*) AJUSTEMENT DU VOLUME DE L'ÉPARGNE AU VOLUME
DES INVESTISSEMENTS NOUVEAUX ; *d*) SIMULTANÉITÉ DE VARIA-
TION DES PRIX ET DES SALAIRES ; *e*) REMÈDES RÉPARATEURS.
— 10. FLUCTUATIONS INÉLIMINABLES. — 11. CONDITIONS QUE
DOIT REMPLIR LE RÉGIME CORPORATIF POUR OBTENIR CES
RÉSULTATS. — 12. NÉCESSITÉ D'UN PROGRAMME POUR PAR-
FAIRE L'EFFICACITÉ DU RÉGIME CORPORATIF.

1. Le phénomène des crises prenait tous les jours avec plus d'acuité une part de plus en plus importante dans la rupture de l'équilibre des diverses économies nationales, a amené certains économistes à considérer son atténuation non plus comme une simple activité d'assurance des entreprises, mais comme l'objectif principal de l'effort corporatif.

Le Professeur Marco Fanno, de l'Université de Padoue, a particulièrement mis en lumière ce caractère essentiel de l'économie corporative (1).

Avant d'aborder l'étude des moyens dont dispose le corporatisme pour atténuer les crises économiques, il y a lieu d'envisager d'abord le mode de comportement de celles-ci dans les régimes antérieurs et les différents remèdes plus ou moins efficaces qui ont été déjà proposés à cet égard. Cela permettra de mieux apercevoir les parties de l'organisme économique auxquelles pourra s'appliquer utilement le remède corporatif.

Distinguons d'abord deux catégories de crises. Les unes sont la conséquence inévitable du progrès technique moderne qui provoque dans son dynamisme l'abandon des vieux procédés, des vieilles méthodes, des anciens établissements ou leur adaptation rapide aux exigences nouvelles. De telles crises sont inhérentes à la conception même de perfectionnement et leur élimination n'est donc pas souhaitable. Par contre, la réduction au minimum des pertes provoquées par l'adaptation de l'organisation ancienne aux nécessités nouvelles peut, suivant le régime adopté, être plus ou moins bien réalisée (2).

(1) MARCO FANNO, *Introduzione allo studio della Teoria economica del corporativismo*, Padoue, 1935.

(2) UGO SPIRITO, *L'economia Programmatica corporativa*, Florence, 1933.

Mais la crise la plus connue, et aussi la plus nuisible, est celle qui se manifeste par une interruption ou un ralentissement périodique du processus productif. C'est celle qui dévaste si souvent les économies et dont les effets malfaisants peuvent être, sinon éliminés, tout au moins circonscrits selon les principes économiques appliqués (1).

Elle se produit lorsque se trouvent rompus divers équilibres dépendants les uns des autres : équilibre entre production et consommation, avec son aspect intérieur de concordance des coûts et des prix ; équilibre entre le volume des épargnes existantes et les investissements à un moment précis du processus productif ; entre le capitaux fixes et les capitaux circulants ; entre la production des biens instrumentaux et celle des biens de consommation.

L'impossibilité pour une économie libre de réaliser de façon continue ces équilibres permet au phénomène des crises économiques de se réaliser périodiquement.

2. Dans un marché déterminé, à un moment également déterminé, on dit qu'il y a crise lorsque les entreprises productives ne peuvent plus fonctionner *économiquement*, c'est-à-dire, lorsque la vente du produit fini ne plus se faire à un prix susceptible de couvrir le coût. Les éléments ou facteurs de la production : travailleurs capitalistes, propriétaires, entrepreneurs ne reçoivent plus, dans cette hypothèse, la juste contre partie de leur apport positif.

Cette éventualité est provoquée par la rupture simultanée des différents équilibres.

Lorsqu'à la suite d'un événement favorable et de disponibilités d'épargne permettant une première application des facteurs productifs, la production d'un bien devient très

(1) UGO SPIRITO. *L'Economia Programmatica corporativa*. Op. cit.

rémunératrice, les entrepreneurs sont incités à produire une quantité plus grande de biens pour augmenter leur profit. Chaque entreprise agissant pour son propre compte sans se préoccuper des activités voisines, enfle démesurément, par suite d'erreurs inévitables, l'offre totale de produits dont le volume finit par dépasser celui de la demande. Le déséquilibre entre la production et la consommation qui existait en faveur de la première se déplace en sens inverse. D'énormes quantités de produits non absorbables inondent le marché et provoquent la baisse des prix. Les stocks conservés en magasin sont aussitôt lâchés sur le marché pour assurer leur vente avant que les prix ne soient encore plus bas, ce qui accentue encore la baisse. Chaque producteur est amené à restreindre sa production, mais ici encore, cette action isolée, ignorante des conditions véritables du marché, provoque une restriction trop importante, créant un déséquilibre semblable au premier et par conséquent une nouvelle montée des prix.

C'est là l'aspect ondulatoire extérieur des crises économiques tel qu'il se présente en régime libéral ou le mécanisme d'ajustement entre production et consommation bien que se déclenchant automatiquement est *désordonné, fragmentaire* et se développe par *à-coups* au prix de grosses pertes de capitaux sans pour cela atténuer les perpétuelles oscillations autour du point d'équilibre.

L'erreur de chaque entreprise est encore amplifiée par l'activité des Banques dont les capitaux mis à la disposition de l'entrepreneur dispensent celui-ci d'avoir directement recours à l'épargne privée, l'amenant à donner à son œuvre productive une ampleur hors de proportion avec les possibilités du marché.

3. Cet aspect extérieur de déséquilibre entre production et consommation correspond, si on pousse un peu l'examen,

à une différence « dynamique » entre coûts et prix. En comprenant dans le prix de revient de l'entrepreneur, non seulement les frais normaux de production, d'entretien et l'amortissement du matériel, mais encore le salaire des ouvriers et les dépenses afférentes aux œuvres d'assistance il est facile de discerner l'effet produit par le déséquilibre entre coûts et prix.

C'est en effet l'augmentation du coût par rapport au prix qui provoque, après la période ascendante, la restriction de l'offre de la part des producteurs qui désirent limiter leur perte. Ce décalage du coût par rapport au prix est tout d'abord dû à la tendance qu'a l'entrepreneur de majorer, en période de prospérité la rémunération des facteurs productifs : mais il provient surtout soit de la mauvaise gestion, soit de l'exploitation négligente de l'entreprise considérée ou d'une entreprise connexe ou complémentaire.

Lorsque le prix de revient dépasse ainsi le prix de vente, l'entrepreneur diminue l'offre de biens directs et ferme les établissements qui rendent le moins, ce qui provoque, par le chômage entraîné, une diminution du volume global des revenus et en conséquence une diminution de la consommation. Les prix baissent à nouveau descendant encore au-dessous du taux du prix de revient et l'abaissement des prix continue ainsi tant que la courbe descendante des coûts n'aura pas rattrapé celle des prix.

4. Le salaire joue dans la succession de ces phénomènes un rôle particulier. Fixé péniblement à la suite de longues discussions accompagnées souvent d'épreuves de force, le taux du salaire après une période plus ou moins longue de stationnement, n'augmente que lentement et ne rattrape jamais les prix du marché. L'entrepreneur, stimulé par le profit que lui confère la marge ainsi établie entre le coût

et le prix, augmente encore sa production. Le crédit bancaire amplifie cette action dans la limite de ses possibilités. L'augmentation de la production et l'arrêt de l'afflux de crédit provoque la baisse des prix. Mais à ce stade du cycle les salaires qui ont augmenté à retardement se maintiennent longtemps au même taux avant de redescendre, toujours avec retard, ce qui accentue encore la différence entre le coût et le prix et provoque une nouvelle contraction de la production.

La résistance des salaires par rapport aux prix est donc une cause non négligeable des fluctuations économiques en régime libéral.

Les seules voies qui se présentent pour endiguer la dépression sont ou bien la destruction pure et simple des biens produits en excès, ou bien l'infusion d'une nouvelle dose d'épargne fraîche dans l'organisme économique malade.

Seule l'épargne représente le véritable remède économique qui permettra au producteur de reprendre une activité lucrative.

5. Ceci nous amène à envisager un autre équilibre, celui qui doit exister entre l'épargne disponible et les nouveaux investissements.

Le processus productif nécessite souvent dans son développement la création d'installations nouvelles et par conséquent la production d'une quantité supplémentaire de biens instrumentaux. Les capitaux nécessaires à cette production si l'on ne veut pas les retirer du circuit économique en cours, ce qui provoquerait de graves déséquilibres, ne peuvent donc provenir que de l'épargne du public. C'est le seul moyen de permettre la production de nouveaux biens instrumentaux sans diminuer celle des biens directs.

Or, il est indispensable que le volume des investissements

nouveaux soit égal à celui de l'épargne à un moment déterminé.

Si les investissements dépassent les possibilités de l'épargne, la production des biens instrumentaux s'arrête lorsque l'épargne et le crédit bancaire disponible ont été utilisés. Le chômage provoqué par cet arrêt conduit à une limitation de la consommation qui se répercute sur les branches produisant les biens directs dont le prix aura tendance à baisser jusqu'au niveau correspondant au volume des épargnes nouvelles existantes. De là l'importance, pour la durée et l'amplitude des fluctuations économiques, de ce rapport entre investissements et épargnes.

6. Pour combattre les deux catégories de crises qui ont été envisagées, le régime de libre concurrence parfaite entre petites entreprises tel qu'il se rencontrait dans tous les pays avant l'apparition de la grande industrie, possédait une force mécanique dont l'automatisme efficace, mais aveugle, provoquait toujours une destruction de richesses.

C'est ainsi que dans les crises du premier genre, l'adaptation de la structure économique aux transformations commandées par le progrès s'accompagnait nécessairement de pertes de capitaux et d'abandon d'établissements qui auraient pu encore servir. Dans les crises économiques proprement dites, dues en régime de libre concurrence parfaite à l'action isolée et aveugle des différents facteurs productifs, qui spéculent même sur l'erreur d'autrui, le même mécanisme automatique déclenche des forces destinées à les éliminer. Mais ici encore ces réactions ont lieu par à-coup en provoquant une série ininterrompue d'oscillations produisant de continuelles pertes de richesses et le gaspillage de capitaux.

Si l'on observe en outre que les économies mondiales sont

maintenant dynamiques et non statiques, on s'aperçoit que l'équilibre économique doit en fait suivre le processus productif en s'adaptant à chaque instant aux diverses conditions du marché. Or, un régime de concurrence parfaite est tout à fait incapable de coordonner la progression des nombreux équilibres (production et consommation, coûts et prix, épargne et investissements, etc...) qui composent l'équilibre général et par conséquent d'assurer à chaque instant le maximum d'utilité économique.

7. La concentration des entreprises provoquée par l'action sélective de la concurrence parfaite est encore moins apte à assurer l'atténuation des oscillations à un point d'équilibre correspondant au maximum d'utilité objective de la collectivité.

En effet, en raison des dimensions plus grandes des entreprises concentrées, le mécanisme du régime concurrentiel perd beaucoup de son automatisme et ne se déclenche qu'avec retard et difficulté. Ce fait est dû surtout à l'augmentation des frais généraux qui pousse ces consortiums d'une part à élever au maximum leur production pour réduire le coût unitaire en période de prix favorables, d'autre part, à résister jusqu'à l'extrême limite de leurs forces en cas de baisse des prix, pour ne pas augmenter le coût de chaque produit en restreignant leur production au-dessous du taux prévu par leurs plans. La quantité des produits inondant le marché dépasse ainsi de beaucoup celle qu'aurait provoqué un régime de concurrence parfaite et il en résulte une aggravation très importante de la crise.

On observe le même retard d'adaptation en période ascendante en raison de la puissance même des entreprises existantes qui *limite* les possibilités de création d'établissements nouveaux appelés à augmenter le volume de la production.

L'évolution de l'économie libérale conduit, comme nous l'avons vu, au régime de coalition et de monopole.

En régime de coalition, les entreprises coalisées qui courent toujours le risque de l'apparition d'entreprises nouvelles concurrentes ne sont pas entièrement libres, dans l'adaptation à leur profit, de la production à la consommation. Toutefois c'est là l'aspect le plus intéressant du régime libéral, car malgré la fixation des prix à un taux supérieur à celui de la concurrence parfaite et la destruction de capitaux par l'élimination brutale des entreprises indépendantes, l'unité de direction dans la conduite des entreprises concentrées et la rationalisation obtenue dans l'organisation technique promet l'établissement rapide de l'équilibre entre production et consommation.

Par contre le monopole absolu assure aux établissements la possibilité d'ajuster plus complètement le marché. Mais cet équilibre ne correspond pas au maximum d'utilité de la collectivité puisqu'il est le fait de groupements privés qui ne l'établissent que pour s'assurer des profits substantiels par la fixation trop élevée du prix de vente.

Il y a donc lieu de conclure que, sous toutes ses formes, le régime libéral est incapable de maîtriser utilement les déséquilibres produits par les fluctuations économiques. Bien plus, en présence de crises générales de la violence de celle qui s'est abattue sur le monde avant la guerre actuelle et dont le caractère peut être considéré comme exceptionnel, l'automatisme libéral trop faible se raidit et la belle mécanique se rompt si l'Etat n'intervient pas pour éviter la ruine complète. Le point de rupture (*breaking point*) de l'économie libérale est atteint et aucune de ses forces internes n'est capable de réagir utilement.

8. Pour obvier à cet état de choses, plusieurs remèdes

avaient été déjà envisagés ou appliqués en plein régime libéral ; leurs résultats pratiques n'ont pas répondu à l'espoir qui avait été fondé sur eux (1).

L'un d'eux préconisé antérieurement à la guerre actuelle, consiste à agir sur les prix en vue de les tenir à un niveau toujours plus élevé de manière à prolonger la période ascendante du cycle. Tous les moyens ont été jugés bons pour obtenir ce résultat : protectionnisme, limitation de l'offre des produits, travaux publics, politique de crédit et enfin, mesure extrême, la dévaluation monétaire accompagnée de l'inconvertibilité partielle des billets de banque.

Ces différentes mesures n'ont pas donné les résultats escomptés. La dévaluation notamment, outre qu'elle lésait la catégorie digne d'intérêt des créanciers et des épargnants, entraînait des troubles graves dans la production par la diminution du pouvoir d'achat des salariés contraints ainsi à réclamer une majoration de salaire. Le coût de production augmentait ainsi annulant l'avantage fictif que constituait une majoration artificielle des prix productrice de graves perturbations économiques.

Un autre remède envisagé contre les crises économiques a été le retour au « gold standard » qui permettait d'atténuer, sinon de supprimer l'intensité des mouvements des prix. Ce système est difficilement réalisable car son adoption par un pays déterminé dépend de l'attitude adoptée à cet égard par les différentes nations mondiales. Sur le plan national l'établissement du principe de la libre conversion en or des billets de banque semble assez difficile. Sur le plan international, si l'on veut organiser le régime sur la base des encaisses or actuelles possédées par les différents pays il est

(1) UGO PAPI, *Lezioni di economia politica corporativa*, vol. III. Padoue, 1937.

nécessaire de confier la tâche de la fixation générale et du maintien uniforme des prix à un organisme indépendant dont l'action reconduira en fait à une économie aménagée « managed standard ». En effet, si le niveau des prix des différents pays, par rapport à une encaisse or inégale, ne varie pas, la crise économique ne pourra être maîtrisée en raison de l'impossibilité d'atténuer la différence entre les coûts et les prix.

Par contre une égalisation de l'assiette monétaire moyennant une nouvelle redistribution d'or se heurterait à une fin catégorique de non recevoir de la part des nations possédantes ; d'ailleurs, en supposant possible l'adoption de cette mesure, les pays dont le change est favorable aux exportations renonceraient difficilement à leur avantage.

Il convient de citer aussi, pour être plus complet, l'abolition des barrières douanières considérées par certains libéraux utopistes comme un remède souverain contre les fluctuations économiques.

Elle représenterait pour eux, le moyen le plus sûr d'augmenter le volume de l'épargne par la réduction du coût de la vie.

La suppression totale et immédiate des droits de douane n'est pas envisagée par les promoteurs de ce remède ; cette mesure, si elle était réalisée, entraînerait en effet d'énormes remous économiques et serait la source de trop de misères. Il est à noter toutefois que cette période d'instabilité, bien que longue, ne serait pas sans fin, car il faut supposer qu'il n'existe pas dans le monde de pays déshérité au point de ne pouvoir maintenir sur un marché mondial libre au moins quelques branches de production dans lesquelles il est spécialisé.

La mesure envisagée consisterait seulement dans la *réduc-*

tion du tarif pour ne pas supprimer la protection permanente nécessaire à certaines industries trop faibles où à certaines productions indispensables à chaque nation qui disparaîtraient en cas de suppression *totale* du droit de douane. Son application entraînerait elle aussi d'importants dommages, tels que le chômage et la perte de capitaux provoqués par la chute des industries poussées à l'ombre de la protection. L'avantage provenant de l'abaissement considérable du coût de la vie se trouvera ainsi neutralisé à moins que l'Etat n'intervienne pour indemniser les sinistrés ; mais dans ce cas encore, la charge en retombera sur la collectivité. L'importance des industries protégées dans le monde est d'ailleurs telle qu'on peut se demander où l'Etat trouvera les moyens de payer l'indemnité.

Ce remède, comme celui résultant de l'adoption du « gold standard » s'appuie d'ailleurs sur l'hypothèse d'une coopération internationale dont nous sommes fort éloignés.

9. Ce serait en vain que l'on continuerait les recherches dans cette direction. Le seul moyen sûr pour atténuer le déséquilibre économique est la transformation de l'économie libre en une économie contrôlée et le régime corporatif présente à cet égard les meilleures garanties.

La compétence des organes corporatifs confère à ce contrôle une très grande efficacité. L'équilibre général du marché est réalisé à chaque stade du processus productif par un ajustement continu opéré par les organes corporatifs instruits des conditions dynamiques du marché, comme nous le verrons plus bas.

Ces résultats sont obtenus sans sombrer dans l'étatisme bureaucratique du type socialiste mais grâce à l'appui de l'autorité étatique restaurée suivant les modalités que nous avons exposées au Chapitre II.

L'économie corporative n'oscille pas autour de son point d'équilibre, elle tend à le conserver en raison de sa nature même et au moyen de divers procédés appropriés.

a) La discipline unitaire et le contrôle de la production constituent comme en matière d'assurance les moyens les plus importants qui permettent l'atténuation des fluctuations économiques et le développement harmonieux d'une économie dynamique.

La discipline est réalisée par la loi déjà citée du 16 juin 1932 concernant la constitution de consortiums obligatoires entre les entreprises exerçant la même branche d'activité économique, et par la loi du 12 janvier 1933 soumettant à l'autorisation préalable du Gouvernement l'ouverture de nouveaux établissements industriels ou l'agrandissement de ceux qui existent. L'offre des produits est de la sorte disciplinée et peut facilement être adaptée sans heurt à la consommation, permettant un développement parallèle et harmonieux de la structure industrielle et de l'économie nationale. Ce faisant, le corporatisme consolide tous les avantages du régime de coalition et supprime les inconvénients qu'il présentait, à savoir : fixation abusive du prix des produits et destruction de capitaux par l'élimination violente des entreprises qui tente de demeurer indépendantes ou de s'installer quand ce régime est assuré. De même sont aussi évitées les pertes de capitaux résultant des efforts désordonnés du régime de concurrence parfaite pour établir l'équilibre.

Une loi du 15 mai 1933 détermine les branches d'industrie soumises à l'autorisation préalable. Il est à noter à cet égard que les organes corporatifs n'exercent qu'un *contrôle* modérateur, l'*initiative* de la création ou de l'agrandissement émane de l'entreprise elle-même laissant le soin de décider

à l'autorité supérieure. Un décret ministériel du 18 juillet 1933 institue d'ailleurs une commission comprenant des représentants de la catégorie professionnelle intéressée qui est chargée de procéder à l'examen des demandes d'autorisation.

Mais pour que la discipline de la production soit plus complète, il faut encore que la réglementation corporative atteigne les installations existantes, c'est-à-dire celles qui ne tombent pas sous le coup des dispositions susvisées. Pour elles aussi, le corporatisme peut, à l'intérieur de chaque branche productive, ajuster la production à la consommation.

Les corporations, à l'aide des documents fournis par leurs services spécialisés d'information, composés de professionnels particulièrement avertis des questions économiques qui sont en rapport direct avec les centres directeurs de la corporation, peuvent évaluer assez précisément le besoin total de produits pour une période déterminée, l'année par exemple ; il lui sera facile ensuite, par son pouvoir normatif de contingenter ou d'accélérer la production suivant le cas. Ces mesures peuvent être complétées par la conclusion préalable de contrats d'achat-vente de la production ainsi réglementée, qui interviendraient sous l'égide de la Corporation, entre les entreprises de chacune des phases du cycle productif.

Nous pouvons ainsi mesurer combien nous sommes loin des évaluations nécessairement fausses des différents producteurs lorsqu'ils sont abandonnés à leurs propres moyens.

Une difficulté particulière peut toutefois se présenter à cet égard, même en régime corporatif pour certaines matières telles que le bois ou le charbon dont la production est nécessaire à la création des biens intéressant de nombreuses branches industrielles. La réglementation de leur production en vue de son ajustement aux besoins du marché, né-

cessite l'intervention d'un organe supérieur aux corporations elles-mêmes, tel que le comité corporatif central, qui sera chargé de coordonner leurs efforts.

Quant aux biens dont la fabrication est commandée par des matières premières en provenance de l'étranger ou qui sont destinés uniquement à l'exportation, il est certain que la discipline unitaire de la production ne peut avoir sur eux qu'une action limitée.

On peut donc affirmer que toutes les branches de la production, qu'il s'agisse de celles qui se trouvent encore, en raison de la faible dimension des entreprises, en régime de concurrence, ou de celles composées d'entreprises concentrées ou cartellisées, bénéficient du contrôle corporatif qui élimine l'une des principales causes des fluctuations économiques par l'adaptation préalable de la production à la consommation.

Il faut ajouter que le régime corporatif possède un autre moyen d'action sur la production par le pouvoir qu'il a de modifier l'échelle et la direction des besoins des consommateurs en leur ordonnant ou en leur conseillant de porter leur choix sur des biens dont la consommation sera plus profitable aux individus et à la collectivité.

b) Les possibilités d'ajustement de l'équilibre économique sont encore augmentées par les directives énoncées à la déclaration VIII de la Charte du Travail qui prescrit de façon expresse l'augmentation et le perfectionnement de la production, *jointes* à la réduction des coûts de production.

Pour produire leur effet, ces deux mesures doivent être appliquées simultanément. En effet une augmentation de la production non accompagnée d'une diminution des coûts équivaldrait à retomber dans les errements inhérents aux économies libérales.

Nous avons examiné au chapitre précédent les directives données aux producteurs en vue de la compression au maximum des coûts *normaux* de production. Réduire les coûts signifie rationaliser la production des biens en la rendant plus économique, mais non réduire les revenus et notamment les salaires ; nous avons vu au contraire qu'à un prix de revient assez bas peut correspondre un taux élevé de salaire. Il est certain que cette opération qui, à l'origine, peut provoquer une chute momentanée des prix, réussira mieux, appliquée aux industries produisant des biens de consommation courante à demande très élastique susceptible d'être augmentée lorsque le prix baisse, de manière à permettre à l'entrepreneur de ne pas subir au début de la tentative une diminution de profit.

Mais surtout l'action des forces coordonnatrices de l'économie corporative entraîne automatiquement l'élimination de coûts *sécifiques* très graves qui, en régime d'économie libre, pèsent lourdement sur tout le cycle productif. Il s'agit tout d'abord des coûts résultant des pertes de capitaux provoquées par les fluctuations économiques telles qu'elles se développent en régime libéral.

La suppression de la grève et du lock-out élimine aussi la charge que constituait pour les entreprises l'emploi de ces armes.

La formation directe sous l'égide de l'Etat des groupements obligatoires d'entreprises supprime la lutte à mort qu'elles livraient durant le processus de concentration, et en conséquence des pertes énormes de capitaux.

En ce qui concerne la propulsion de l'activité productive en vue de l'augmentation toujours plus grande de la production, l'action des organes corporatifs se borne à stimuler l'initiative privée, en la dirigeant le cas échéant dans le

choix de son domaine d'activité. L'Etat ne se substitue à l'activité des particuliers que lorsqu'elle est matériellement incapable d'obtenir un résultat suffisant ou lorsqu'elle fait défaut.

C'est l'application de ce principe d'intensification de l'activité productive qui a donné lieu à la politique du blé, plus connue sous le nom de « bataille du blé » et à celle de la bonification intégrale des terres.

L'intensification et en même temps la rationalisation de la production sont encore accentuées par des mesures telles que celles qui donnent plus de mobilité aux biens et aux travailleurs. La conception sociale du droit de propriété qui rend le propriétaire responsable non seulement du « *damnum emergens* » mais encore du « *lucrum cessans* » permet à l'Etat d'exproprier ceux d'entre eux qui se montrent inaptes ou négligeants privant par leur carence la collectivité d'une source de richesse. La mobilité des biens en vue d'une meilleure production est ainsi assurée.

La même mobilité commandée par la nécessité d'une production plus ample, est réalisée en ce qui concerne la main-d'œuvre par la création d'offices de placement spécialement aménagés en vue de répartir géographiquement les travailleurs suivant les besoins du marché. La politique des migrations internes contribue également à un assouplissement de l'adaptation de l'offre à la demande de travail.

c) Le rôle joué dans le développement des fluctuations économiques par le déséquilibre entre les investissements nouveaux et les épargnes existantes peut, en régime corporatif, être singulièrement atténué et même totalement effacé par l'action d'un organe supérieur (le Comité corporatif Central par exemple) qui, avec les renseignements que fournit la corporation du crédit, peut réglementer les nouvel-

les installations en les adaptant aux possibilités des nouvelles épargnes.

d) L'amplification du phénomène de déséquilibre provoquée, en régime libéral, par l'absence de simultanéité dans le comportement des courbes des prix et des salaires disparaît en régime corporatif.

La politique économique corporative possède en effet le moyen d'assurer un déplacement *parallèle* du taux des prix et des salaires, ainsi que du niveau des traitements et des loyers.

Cette possibilité d'action sur les prix de vente confère d'ailleurs au régime corporatif un pouvoir spécial en ce qui concerne la revalorisation de la monnaie.

e) Lorsque, malgré l'application de tous les remèdes préventifs ci-dessus énumérés, une industrie est touchée par la crise, la fonction réparatrice des dommages subis, propre au régime corporatif permet un prompt retour aux conditions normales.

Les organes de discipline et de contrôle interviennent à cet effet en prenant diverses mesures dont la plus courante est la mise à la disposition des entreprises dont la situation est critique, de capitaux liquides dont la charge est répartie sur toute la collectivité ; les éléments prospères du marché contribuent ainsi au renflouement des établissements touchés par la crise. Le même sauvetage est opéré par l'Etat en ce qui concerne les grandes banques dont l'action est si importante dans le développement du cycle productif. Des instituts de crédits sont créés pour permettre de drainer mieux l'épargne publique qui couvrira plus facilement l'émission des obligations de ces organismes que les émissions d'action des établissements industriels en crise. L'alimentation plus facile en capitaux frais sera ainsi obtenue.

Un autre remède réparateur important est représenté par la politique intensive de résorption du chômage au moyen de mesures telles que l'exécution de travaux publics importants, l'emploi obligatoire de la main-d'œuvre et la semaine de 40 heures.

Il convient de noter que le financement des travaux publics devra être réalisé par le recours à l'emprunt plutôt qu'au moyen d'une aggravation du taux de l'impôt afin d'éviter une limitation de la consommation.

L'aide aux agriculteurs qui ont eu recours au crédit pour l'exécution de travaux importants de bonification agraire et qui se trouvent pris au dépourvu par la brusque chute des prix, complète utilement l'action réparatrice de l'état corporatif.

On peut donc affirmer que par sa nature même, par ses facultés de discipline et de contrôle, l'économie corporative assure, autant que cela est possible, l'équilibre entre production et consommation en atténuant considérablement les perpétuelles oscillations de l'économie libérale et en évitant les pertes sensibles de capitaux provoquées par la concurrence sans frein.

Le flux de la production c'est-à-dire des revenus est ainsi intensifié en quantité et son volume est réparti plus uniformément dans le temps par l'atténuation des fluctuations économiques.

10. Il faut ajouter toutefois que certaines perturbations telles que celles provenant des mouvements théoriques séculaires agissent sur le marché malgré la protection de l'appareil corporatif. D'autres, comme celles qui résultent des variations saisonnières, des variations des récoltes et de certaines circonstances accidentelles, ne peuvent également être maîtrisées.

Enfin, en raison de l'interdépendance existant entre les différentes économies mondiales et du fait que l'organisme corporatif peut ne pas fonctionner de façon parfaite, certains éléments perturbateurs, indépendants des causes qui viennent d'être énumérées, demeurant à l'intérieur même du domaine sur lequel le contrôle corporatif se développe.

11. C'est ainsi que se trouve posée la question des conditions nécessaires au parfait fonctionnement de l'économie corporative.

Il faut avant tout que les corporations possèdent la compétence, l'autorité et la conscience nécessaires à l'établissement correct et à l'application intelligente de normes destinés à réglementer la production.

Si ces conditions n'étaient pas remplies le contrôle pourrait dégénérer en un monopole en faveur de quelques entreprises privilégiées et en une paralysie de la progression économique dans le cas où il aboutirait à une restriction trop forte de la production. Dans le cas contraire, c'est-à-dire lorsque le volume de la production n'est pas suffisamment restreint, la discipline corporative serait inopérante car aucun frein ne viendrait limiter le développement des crises.

La création des services d'information placés auprès de chaque corporation devra faire l'objet de soins très minutieux en raison du rôle primordial qui leur est dévolu.

Il sera indispensable que l'information soit faite au sommet en raison de la nécessité d'obtenir des renseignements à la fois plus complets et plus exacts. L'harmonisation des documents recueillis par chaque corporation devra être confiés à un organisme central supérieur. Les syndicats locaux ne pourraient en cette matière que produire des renseignements incomplets, disparates et parfois même tendancieux.

Enfin, pour que l'organe corporatif central puisse établir

des règles en vue du maintien ou du rétablissement des différents équilibres dont la somme représente l'équilibre global du marché, il faut qu'il puisse évaluer la répercussion des mesures qu'il doit prendre pour *toutes* les branches de production et les résultats qu'elles sont susceptibles d'apporter. Il sera ainsi indispensable, pour permettre ce calcul, de se baser *sur une période de temps bien déterminée*.

C'est pourquoi l'économie corporative est aussi une « économie de programme ».

12. C'est par l'approfondissement du concept de « programme » que l'on réussit à éliminer complètement les fluctuations qu'avait laissé échapper la discipline et le contrôle corporatifs (1).

Le programme sera naturellement établi par l'Etat corporatif pour l'aider à mieux soumettre les forces économiques aux règles destinées à atteindre des buts plus profitables à la collectivité et par voie de conséquence aux individus.

Il parviendra à cette fin grâce aux puissants moyens de prévision qu'il possède et qui lui permettront de mettre sur pied un programme rationnel.

C'est par là en effet que le programme corporatif domine et surclasse les constructions de programme élaborées en régime libéral ou en régime socialiste.

Il est évident que l'ensemble des évaluations de chaque entreprise considérée individuellement représentant en régime de libre concurrence le seul programme réalisable aboutit en raison des particularités extrêmes et des erreurs de prévisions qu'elles comportent à un déséquilibre de structure par l'absence d'un organe coordonnateur et régulateur.

Lorsque pour éviter ce résultat les entreprises s'adressent à

(1) UGO SPIRITO. *L'economia programmatica corporativa*, op. cit.

l'Etat, ce n'est pas pour demander l'application d'un programme unique et rationnel à l'ensemble de l'économie mais uniquement pour obtenir une correction artificielle des prix en vue de permettre la réalisation de leurs projets particuliers. Si l'Etat répond favorablement à cette demande il ne parvient qu'à enlever aux prévisions particulières le peu de logique qui leur demeurerait par l'altération supplémentaire que son intervention provoque dans les conditions du marché.

En régime d'économie collective ou de socialisme intégral dans lequel se trouvent éliminées les notions de libre concurrence et de marché, l'état bureaucratique réglemente totalitairement l'économie, de la production à la consommation, en un programme unique, indifférencié et schématique. Ce programme est irréalisable car son application suppose une égalité uniforme de tous les individus et des éléments producteurs. Comme toutes les conceptions qui veulent modeler les faits à la doctrine au lieu de construire la doctrine d'après les faits, la notion de programme socialiste est insusceptible d'application utile. Elle nécessiterait, pour être applicable, un nivellement des individus sur la base des plus mauvais puisque c'est le seul moyen d'obtenir une égalisation. L'Etat bureaucratique devra d'ailleurs accentuer encore cette tendance nivellatrice en raison de l'impossibilité dans laquelle il se trouve d'atteindre les particularités infinies de la vie sociale. La perfection théorique du programme est ainsi obtenue par l'ignorance des diversités concrètes de la vie.

Ces observations permettent de mieux mettre en lumière les caractères que peut revêtir le programme dans une économie corporative et les résultats heureux que peut engendrer son application. Tout d'abord, l'Etat qui fait le programme n'est pas, comme nous avons eu occasion de le voir,

l'Etat bureaucratique, mais l'Etat corporatif c'est-à-dire l'émanation de la nation productive tout entière par la hiérarchie économique réalisée dans les corporations. La diversité des intérêts représentés dans chaque organe corporatif pourra ainsi figurer dans le document général appelé à régir l'activité économique durant un laps de temps déterminé.

Les différentes forces qui avaient jusqu'ici échappé à la discipline intérieure du système corporatif pourront de la sorte être définitivement contrôlées suivant des modalités expressément inscrites dans le programme.

La rigidité d'organisation, la neutralisation des forces d'évolution, et l'élimination de l'initiative individuelle que l'on reproche communément au concept du programme n'ont, en l'espèce, aucune force puisque en régime corporatif toutes les unités économiques collaborent à l'établissement, à l'application et à la transformation éventuelle de ce programme. Au lieu d'être la limitation de l'initiative individuelle celui-ci constitue au contraire un renforcement de cette initiative puisqu'il est l'œuvre des particuliers.

L'atténuation des fluctuations économiques par la réglementation corporative est ainsi poussée à son maximum, cette action éliminatrice du désordre, de l'anarchie, de l'égoïsme et du particularisme représente pour la société un progrès aussi grand que celui qui a permis l'élimination des famines d'autrefois et leur remplacement par le phénomène des crises économiques (1).

(1) UGO SPIRITO, *L'economia programmatica corporativa*, op. cit.

CHAPITRE VI

L'IDENTIFICATION DE L'INDIVIDU ET DE L'ETAT COMME FIN SUPREME DU REGIME CORPORATIF

1. PORTÉE DE L'INTERPRÉTATION. — 2. SON ORIGINE DANS LA NATURE DU CONCEPT D'ETAT. — 3. ENONCIATION DU PRINCIPE. — 4. ELÉMENTS OFFICIELS ET PRATIQUES QUI L'ÉTAYENT. — 5. RÉFUTATION DES OBJECTIONS FORMULÉES. — 6. L'IDENTIFICATION DE L'INDIVIDU ET DE L'ETAT N'EST ENCORE QU'UN BUT PLUS QU'UNE RÉALITÉ. — 7. UTILITÉ PRATIQUE DE CETTE INTERPRÉTATION : a) UNIFICATION DU BIEN ÊTRE INDIVIDUEL ET DU BIEN ÊTRE SOCIAL ; b) NOUVELLE ACCEPTION DU CONCEPT DE LIBERTÉ ÉCONOMIQUE ; c) IDENTIFICATION DE L'ÉCONOMIE NATIONALE A L'ÉCONOMIE INTERNATIONALE.

1. Cette interprétation est loin de rencontrer l'approbation unanime des économistes italiens car elle n'est pas extraite de la réalité économique *actuelle* mais des perspectives *futures* offertes par la structure même de l'appareil corporatif.

Son plus ardent défenseur est le brillant Professeur Ugo Spirito pour lequel l'identité entre l'individu et l'Etat constitue la base même de l'activité économique sans laquelle

toute recherche scientifique est stérile et par conséquent tout espoir de progrès social définitivement écarté (1).

La proclamation de ce principe est une réaction violente contre les économies libérales et socialistes construites sur l'hypothèse d'un dualisme irrémédiable entre ces deux entités.

2. La base de toute doctrine économique réside dans la nature de l'organe chargé de lier en un corps social uni la foule des particuliers aux activités diverses et souvent contradictoires.

Or l'économie classique libérale est axée sur le principe des « droits sacrés des individus » tel qu'il est énoncé dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen « La liberté est le pouvoir qui appartient à l'homme de faire tout ce qui ne nuit pas aux droits d'autrui. Elle a pour principe la nature, pour règle la justice, pour sauvegarde la loi ».

Devant une telle conception l'Etat est un élément complémentaire, juxtaposé aux individus, extérieur et même hostile ayant des buts particuliers et souvent opposés dont la seule utilité consiste dans la garantie qu'il peut assurer du libre choc des activités individuelles.

Cet Etat toléré par les individus quand il se borne à son rôle de gendarme, considéré en ennemi quand il intervient positivement dans la vie économique est attaqué sans répit pour restreindre encore son influence. C'est l'Etat de droit considéré à propos de la crise de l'Etat moderne comme la plus pâle de ses expressions maintenue seulement en raison de l'impossibilité d'arriver à une négation totale du concept.

L'économie libérale pose donc pour principe absolu, par la

(1) UGO SPIRITO, *I fondamenti della Economia Corporativa*. Milan-Rome, 1932.

notion qu'elle se fait de l'Etat, le dualisme entre celui-ci et l'individu sur l'arbitraire duquel elle se base pour tenter d'arriver, par la libre concurrence, c'est-à-dire par le choc anarchique des activités privées, au bien être idéal de la collectivité.

Ne pouvant abandonner la notion d'Etat les libéraux la réduisent à sa plus simple expression adoptant de la sorte une position intenable ; l'économie classique s'est ainsi construite sur l'hypothèse du dualisme entre l'individu et l'Etat en raison du concept particulier qu'on se faisait de chacun de ces deux termes.

La construction socialiste faisant de l'Etat une réalité distincte et supérieure de celle des individus tombe dans l'excès contraire.

La suppression de l'antinomie entre individu et Etat ne peut donc se réaliser en régime socialiste qu'en soumettant brutalement le premier à la tutelle du second, c'est-à-dire en anéantissant l'un des deux facteurs. La conception bureaucratique adoptée par cette doctrine ne lui permet pas d'aboutir à une solution différente.

On peut affirmer, dans ces conditions, que le dualisme trouve sa source dans la notion même de l'Etat telle qu'elle est conçue dans un régime économique particulier. Et de même que l'action des libéraux contre l'ingérente étatique négative de l'initiative individuelle et du progrès économique est justifiée, de même sont rationnelles les objections des socialistes quand ils condamnent l'agnosticisme libéral.

Si ce dualisme avait correspondu à une réalité scientifique il n'aurait pas conduit à la crise de l'économie contemporaine. Un principe plus complet doit donc servir de base à l'activité économique.

Le régime corporatif par la restauration du concept d'Etat

et par la signification particulière qu'il lui donne est le seul capable de réduire l'antithèse existant entre l'individu et l'Etat.

En essayant de préciser la notion de gouvernants et de gouvernés, on s'aperçoit en effet qu'il est fort difficile d'établir une nette délimitation entre ces deux termes. En partant de l'autorité centrale pour rechercher l'individu type, destinataire des injonctions et ne possédant aucune action sur ses semblables, nous ne rencontrons que des autorités périphériques : province, département, commune et une masse d'individus titulaires du droit de vote qui s'articulent dans une hiérarchie complexe de groupements divers : syndicats, sociétés, etc... si bien qu'on ne trouve jamais le particulier qui est gouverné sans gouverner.

La réalité prouve ainsi que par la progression toujours plus grande de l'organisation de la société l'Etat embrasse toujours plus complètement la réalité sociale coïncidant ainsi avec l'individu considéré comme animal social.

La notion d'Etat fasciste ou corporatif s'apparente ainsi à la conception Hegelienne telle qu'elle est énoncée dans la « Philosophie du Droit » du célèbre philosophe allemand. L'Etat Hegelien réalise, en effet, une « identité dialectique » absolue entre l'individu et l'Etat car celui-ci n'est pas la limite supérieure et universelle de l'individu, mais *l'universel*, c'est-à-dire englobant dans sa plénitude, tous les éléments de la société et l'idée même de divinité. L'Etat corporatif bien qu'excluant ce qui relève du domaine de la morale et de la métaphysique pure comporte une compénétration totale des deux termes de l'antinomie.

Il se résout dans la réalité même de l'individu vivant en société ; s'exprimant non par des organes bureaucratiques comme l'Etat socialiste mais par la vie même de chaque ci-

toyen. Ainsi se réalise l'identité complète inaccessible aux libéraux et aux socialistes.

Cette synthèse se manifeste matériellement par la corporation qui représente le milieu où les individus se rencontrent avec l'Etat et en deviennent progressivement des manières d'être.

3. Chaque individu devient une sorte de personne publique possédant en lui une parcelle de l'Etat, on ne peut donc plus parler d'intervention étatique puisque celle-ci présuppose une diversité de personnes. L'Etat immanent devient la réalité même de la vie économique et ainsi tombent les difficultés sans nombre accumulées à cet égard par les économies libérales et socialistes.

L'Etat englobe l'individu dans son organisation et celui-ci réalise l'Etat dans sa volonté.

Du même coup, les concepts de libre concurrence, de monopole, d'initiative privée perdent toute utilité. La propriété demeure privée mais elle prend un certain caractère public par l'identification du propriétaire à l'Etat.

L'individu ne risque plus d'être écrasé par une ingérence étatique trop lourde puisque le renforcement de la puissance de l'Etat est fonction de l'épanouissement des forces de l'individu.

4. Cette thèse est étayée par des déclarations et des textes officiels. « Le fait économique d'intérêt exclusivement privé et individuel n'existe pas, proclame M. Mussolini dans son discours au Sénat du 13 janvier 1934. Du jour où l'homme se groupe et commence à vivre dans la communauté de ses semblables à partir de ce jour, aucun des actes qu'il accomplit ne commence, ne se développe ou ne se conclut en lui, mais tous ont des répercussions qui dépassent sa personne ».

« Tout ce qui rapproche le citoyen de l'Etat, tout ce qui

fait entrer le citoyen dans l'engrenage étatique est utile aux fins sociales et nationales du fascisme » dit-il encore dans son grand discours prononcé à Rome à l'Assemblée générale du Conseil National des Corporations, le 14 novembre 1933.

La déclaration I de la Charte du Travail affirme l'identité complète entre intérêt public et intérêt privé, c'est-à-dire entre l'activité individuelle et l'activité étatique en indiquant que « La nation italienne... est une unité morale, politique et économique *qui se réalise intégralement* dans l'Etat fasciste ».

La transformation de la notion du Travail considérée par la déclaration II comme un devoir social ; l'établissement d'une responsabilité de l'entrepreneur vis-à-vis de l'Etat pour les faits de sa gestion telle qu'elle est édictée par la déclaration VII ; le caractère public donné à la propriété par la menace d'expropriation visant le propriétaire en cas de « *lucrum cessans* » ; tous ces faits impliquent, dans le domaine pratique la reconnaissance implicite de l'identité entre individu et Etat soutenue par le Professeur Spirito.

La rencontre entre l'élément public et l'élément privé se produit aussi dans de nombreux concepts pratiques tels que : prix, coûts, salaires, banques, entreprises, etc...

Cette transformation de l'homme en citoyen incorporé à l'Etat a d'ailleurs été entrevue par d'autres économistes.

« Même dans notre esprit humain, écrit à cet égard Serpieri (1) il existe à côté du « facteur individuel », « le facteur social » au groupe duquel nous appartenons. Il suffit de se replier sur soi-même pour le *sentir* vibrer dans son propre

(1) ARRIGO SERPIERI. *Problemi della Terra nell' economia corporativa*. Rome, 1929.

esprit ; celui qui ne le sent pas n'est pas homme, parce que l'homme, je le répète, ou bien est homme social ou n'est pas ».

Le Professeur Napolitano partage cette opinion. « L'ancienne économie disait « l'homme est un être qui, économiquement, vit isolément, sa fin unique est de se procurer pour lui-même les plus grands et les plus nombreux avantages qu'il lui est possible et c'est seulement dans ce but qu'il entre en rapport avec ses semblables et se soumet à des efforts et à des privations »... La nouvelle économie au contraire dit « l'homme vit en collaboration toujours plus étroite avec ses semblables, lesquels sont toujours plus indispensables à sa nature ; il fait, dès lors, partie lui aussi du groupe social dans lequel il collabore » (1).

La déclaration IX de la Charte du Travail semble pourtant contredire cette interprétation en laissant supposer l'existence d'un Etat *étranger* à l'individu et *susceptible d'intervenir* dans le domaine de l'activité privée « l'intervention de l'Etat dans la production économique ne se produit que lorsque l'initiative privée fait défaut ou est insuffisante ou lorsque sont en jeu les intérêts politiques de l'Etat ».

Ce texte qui paraît consacrer le dualisme libéral ou socialiste ne constitue pour le Professeur Spirito qu'un point de départ pour la science économique dont le but est de rendre objective, après une certaine période d'évolution, cette synthèse dont l'aspect demeure encore fugitif.

5. Le principe étant posé, le Professeur Spirito tente de l'assurer en répondant aux sérieuses objections qui peuvent être formulées contre cette interprétation. Il les réfute en

(1) GAETANO NAPOLITANO. *Principes économiques du corporatisme fasciste*, dans la « Revue d'Economie Politique », 1929.

donnant une précision encore plus grande à sa thèse.

On peut les répartir en deux groupes, l'un comprenant les critiques d'ordre théorique, l'autre englobant les objections à caractère empirique.

Dans l'esprit d'un individu affirme-t-on, l'intérêt personnel se différencie et souvent même s'oppose à l'intérêt général. Il y a dualisme dans mon esprit, donc le dualisme existe. L'exemple du citoyen qui tente de se soustraire à la charge d'intérêt public de l'impôt ou qui place son capital dans une branche particulière de production plutôt que dans une autre alors que l'intérêt général réclame au contraire que l'activité économique prenne une autre direction, semble confirmer ce point de vue.

Et en fait, on ne peut nier cette tournure d'esprit assez répandue chez l'homme moderne ; mais elle ne constitue que l'aspect négatif du problème. La vie sociale est loin de représenter l'image de la perfection, mais ce n'est pas une raison pour y rechercher comme élément de base de l'élaboration positive de l'économie, ce qui justement est encore imparfait, négatif et représente l'aspect pathologique à éliminer. C'est comme si l'on élevait le vol à la catégorie de moyen juridique d'acquisition de la propriété en confondant ainsi la loi et l'infraction qui en est faite.

Une autre objection réside dans le phénomène proprement dit de l'intervention de l'Etat dans l'économie. Cette intervention, qu'elle soit fragmentaire ou simplement possible, par le fait même de son existence différencie objectivement l'Etat et confirme le dualisme.

Cet argument n'est impressionnant qu'à première vue. Il s'effondre immédiatement si on y oppose la conception corporative de l'Etat. Si, en effet, on ne considère pas l'Etat comme un *simple organe* représenté par une administration

centrale possédant psychologie propre, des habitudes et des fins particulières, mais comme l'*organisme* même de la nation il ne peut y avoir d'intervention puisque l'Etat est immanent dans la conscience sociale de chaque individu. Il ne peut non plus exister d'action extra-étatique puisque en dehors de l'Etat il n'y a rien. Les seuls éléments négatifs qui pourront venir rompre cette harmonie seront certaines réactions individuelles anti-étatiques, arbitraires et anarchiques mais non extra-étatiques.

Les empiriques ne considèrent pas pour cela le débat terminé. Si dans le domaine absolu de la philosophie affirmatifs, on peut concevoir l'identité entre individu et Etat ; dans la vie pratique, qui est le domaine propre de l'économie politique, il n'en est pas ainsi. Il faut reconnaître que le contraste existe bien et il suffit pour cela de réfléchir à la réaction de l'individu devant l'application d'une règle dont il reconnaît le bien fondé en ce qui concerne l'intérêt général, mais qui porte atteinte à son bien être.

On peut toutefois répondre qu'il n'y a pas deux solutions à un même problème, l'une empirique et l'autre philosophique. Par le fait même que l'on admet que l'administration centrale qui se présente à nos yeux n'est qu'un simple élément de l'organisme étatique, l'Etat n'est plus l'élément étranger qui intervient arbitrairement dans la vie économique mais l'ensemble de la nation qui ne peut plus intervenir puisque son intervention serait globale. En fait le progrès d'une nation se mesure d'ailleurs au degré d'organisation de la société c'est-à-dire à l'immanence plus ou moins grande de l'Etat dans la vie de chacun.

En outre, comme nous l'avons vu, ces discordances que l'on peut relever de la part de chaque élément appelé à for-

mer la synthèse, ne représentent que l'aspect négatif, pathologique du problème.

La synthèse entre l'individu et l'Etat disparaît chaque fois que l'individu devient anarchique c'est-à-dire asocial ou que l'Etat se singularise par suite de l'erreur ou du calcul d'un de ses représentants. C'est le cas de l'individu rebelle ou de l'Etat tyran.

Mais peut-on encore soutenir, puisque le dualisme qu'il soit dû à une cause ou à une autre, existe en fait. On ne peut en faire abstraction, et s'il ne présente que le côté pathologique du phénomène social l'économiste qui étudie ce qui est et non ce qui doit être peut en faire l'objet de sa science.

A ceci, Ugo Spirito répond encore que fonder la science sur la négation est un non sens et équivaldrait à vouloir par exemple établir une syntaxe nouvelle avec toutes les erreurs grammaticales que les hommes commettent journellement quand ils parlent.

Certes, la vie n'est pas l'image de la perfection, l'antinomie entre les deux termes y règne mais il ne faut pas se baser sur ce dualisme, il faut au contraire le vaincre par un perpétuel effort de perfectionnement qui est la substance même de toute activité humaine.

6. Il faut admettre d'ailleurs que cette conception est, pour l'instant, plus intuitive que réelle.

De nombreuses années d'expérience corporative devront encore s'écouler avant que la thèse de l'identité entre l'individu et l'Etat prenne corps.

Un grand progrès pourra être réalisé dans cette voie par l'épanouissement chez tous les individus de la « conscience corporative » chère au Professeur Arias et qui peut constituer le réel ciment de toute la construction corporative. A l'individu anarchique se substituera peu à peu la personne dé-

l'entree des fonctions et des finalités de l'Etat qu'elle représente.

L'égoïsme et le particularisme individuel une fois chassés, la contrainte étatique corporative mise en relief par la première des interprétations que nous avons eu à envisager pourra être limitée et même disparaître : et ainsi la conception d'Ugo Spirito constitue le « point d'arrivée » de l'expérience corporative née sous le signe de l'injonction et de la contrainte dont le Professeur Panunzio s'était fait l'interprète.

L'identification entre l'individu et l'Etat peut ainsi être considérée comme la fin suprême du régime corporatif.

7. Il faut se garder de penser que l'élaboration de ce principe représente simplement un effort de pure spéculation doctrinale. Il contient au contraire en puissance les données susceptibles d'exercer une influence considérable sur toute l'économie dont la physionomie peut se trouver entièrement transformée.

La substitution de l'« homo œconomicus » par l'« homo corporativus » s'identifiant avec l'Etat conduit à donner une toute autre signification pratique aux concepts de valeur, d'utilité de biens économiques, de richesses, etc..., ainsi qu'à tous les éléments fondamentaux de l'économie politique.

a) Elle conduit surtout à un résultat appréciable, la pénétration du bien-être individuel et du bien-être social qui est l'un des problèmes économiques fondamentaux qui préoccupent les économistes.

L'économie libérale fondée sur le concept d'ophélimité c'est-à-dire d'utilité subjectivement entendue ne peut établir une mensuration exacte des goûts et des besoins des indi-

vidus (1) et à fortiori, donner un critère du maximum d'ophélimité collective. Le volume de satisfaction que peuvent procurer plusieurs biens économiques à un seul individu échappe à l'analyse et varie même pour un seul bien suivant le moment ou l'époque auxquels l'individu envisagé est appelé à en jouir. La même recherche psychologique subjective se complique quand on essaie de comparer le bien-être qu'un même bien peut conférer à deux individus différents, riche ou pauvre, intelligent ou ignorant. A fortiori, affirmer que le bien-être social maximum correspond à la somme des ophélimités maxima individuelles est une conclusion absurde puisqu'elle suppose que les incomparables sont additionnables. Toutefois, comme le fait remarquer le Professeur Perroux (2) « l'utilité d'un bien A est *pour le sujet*, comparable à celles d'un bien B. Le sujet peut, *en ce qui le concerne*, comparer les utilités entre elles. Cela n'est pas contradictoire avec la constatation qu'une utilité particulière et isolée d'un bien n'existe pas dans la réalité » mais cette utilité n'est pas comparable « d'un sujet à l'autre... l'utilité subjective n'est ni en toute rigueur présumable, ni en toute rigueur communicable ». Nous arrivons ainsi à la même conclusion à savoir que les utilités individuelles ne sont ni quantifiables ni additionnables.

Le recours à un type moyen d'homme rendant uniforme les revenus individuels et par conséquent les éléments à comparer, ne peut être envisagé par le libéralisme sans l'obligation d'abandonner le principe de la libre concurrence ou sans abdiquer une certaine dose de son subjectivisme ; ce qui serait la négation même de sa nature.

(1) UGO SPIRITO, *La critica della economia liberale*, Milan, 1930.

(2) F. PERROUX, *Cours d'Economie Politique*, T. IV, op. cit.

L'impossibilité pour l'économie libérale de faire coïncider l'utile et le bien-être subjectif provient de ce qu'elle considère le choix de l'individu comme provoqué par un besoin ou un goût instantanés qui sont comme des points dans l'espace n'ayant qu'une valeur relative sans aucun rapport avec les autres goûts du même individu ou avec ceux des particuliers avec lesquels il est en rapport. Les différents désirs qui se succèdent en lui n'ont aucun lien entre eux et sont de la sorte insusceptibles de dosage.

Pour permettre cette confrontation, il faut une liaison, un ciment entre les différents mobiles qui guident l'individu dans les choix qu'il fait en vue de la consommation d'un bien. La synthèse de l'individu et de l'Etat permet de *situer* l'individu dans l'organisme social ; ses actions prennent une signification objective par l'influence qu'à sur elles sa compénétration nouvelle avec l'Etat, la nation, la famille, l'ambiance sociale toute entière. Une critère indépendant du goût et par conséquent objectivement apte à le mesurer est ainsi créé. Le rapport constant des goûts de l'individu avec ceux des autres dont ils sont la conséquence et comme le prolongement permet de les comparer.

Le caractère de personne publique de l'individu confère une origine sociale à ses actions et à ses besoins si bien qu'en exceptant les actes négatifs empreints d'une particularité trop anarchique, on peut dire que la fin atteinte par la satisfaction des besoins individuels correspond à la réalisation du bien-être social.

La notion du bien-être se trouve ainsi transformée. De notion relative à un état naturel subjectif, elle devient une fin réalisable uniquement dans les limites et selon la volonté de l'organisme étatique.

L'Etat, conçu comme synthèse de tous les éléments sociaux, réalise donc le bien-être de tous, en progressant sans arrêt, vers les buts qu'il s'est fixés, et qui sont exprimés dans son programme, rédigé en vue d'un idéal économique toujours plus élevé. Pour atteindre cet idéal national qui coïncide en fait avec le bien-être collectif, l'Etat peut être amené non seulement à créer le moyen de satisfaire les goûts et les besoins existants, mais aussi à en modifier la nature et la direction suivant l'idéal commun.

b) Une autre conséquence pratique réside dans le fait que, le concept de liberté économique prend, avec la conception de l'identité de l'individu et de l'Etat, un nouveau caractère. Il ne correspond plus au « *jusutendi, fruendi ac abutendi* » des biens dont les particuliers ont la propriété. La nouvelle interprétation restitue au droit de propriété l'aspect de « *facultas procurandi ac dispensandi* » qu'il avait autrefois, c'est-à-dire un caractère plus conforme à l'intérêt général. Cette liberté n'est plus une donnée a priori, mais la récompense d'une action cohérente de l'individu conforme aux fins sociales.

c) Enfin, conséquence pratique remarquable, par les possibilités qu'elle peut offrir dans l'avenir : l'économie nationale s'identifie à l'économie internationale. La nation vis-à-vis du monde international de même que l'individu vis-à-vis de l'Etat, n'est pas conçue comme opposée au reste du monde dont elle est séparée par ses frontières : si le monde se transforme en un ensemble de nations, celle-ci étant entendue comme unité primaire de la vie internationale, il y aura un espoir de le débarrasser de l'anarchie qui le déchire. Pour permettre un meilleur aménagement économique, les nations devront tenir compte réciproquement de la politique

économique préconisée par chacune d'elle. Cela n'ira pas sans lutte et sans discussion. Mais peu à peu l'entente viendra et l'humanité tendra à donner naissance à une volonté unique qui correspondra à celle de l'individu englobé progressivement dans l'Etat, dans la Nation, et dans la communauté des nations.

CONCLUSION

L'action du corporatisme, qu'elle s'exerce en vue de placer l'intérêt de la profession au-dessus de la lutte des classes, de fixer un salaire plus juste et plus stable, d'assurer les individus et les entreprises contre tous les risques ou encore l'atténuer les fluctuations économiques, se résoud en dernière analyse en une emprise toujours plus grande du politique sur l'économique.

« Homo homini lupus », la contrainte est nécessaire si l'on veut absolument éliminer de l'organisme économique les heurts violents et les menaces de destruction que constitue la lutte aveugle et anarchique des appétits particuliers.

L'homme est imparfait et fonder un système sur son entière liberté d'action est une folie qui conduit nécessairement aux pires catastrophes. Pour son bien même, le régime corporatif semble, à cet égard apporter le maximum de réglementation avec le minimum d'intervention.

Ce régime contient d'ailleurs des germes intéressants susceptibles d'atténuer cette souveraineté super-économique de l'Etat dans ce qu'elle peut contenir encore de contrainte pour l'individu malgré les garanties présentées à cet égard par la sauvegarde de l'initiative, de l'intérêt et de la propriété privés. Ces forces virtuelles se trouvent dans la transformation progressive de la mentalité du citoyen qui doit, grâce à l'action des divers organes d'encadrement, prendre

de plus en plus conscience de sa valeur sociale, au point de concevoir que l'Etat ne représente pas une entité supérieure, mais seulement la personne morale émanant de l'ensemble des particuliers et dont les fins se confondent avec celles des individus considérés en groupe.

On peut ainsi apercevoir pourquoi le mot « unitaire » apparaît si souvent dans la terminologie des promoteurs du corporatisme italien alors que nulle part on n'aperçoit le mot « communauté » qui semble laisser plus de latitude à la décentralisation.

La communauté semble constituer un stade intermédiaire entre l'individualisme et l'étatisme « Les Communautés de Travail, écrit M. Perroux (1), restent des centres de calculs économiques *distincts* les uns des autres, en relation les uns avec les autres par un réseau d'échanges et de prix... Elles ne sont pas assimilables aux unités de production d'une planification socialiste, qui reçoivent pour une période donnée des ordres de production et d'échange... qui sont dirigées par des fonctionnaires publics, et qui, finalement, constituent les rouages d'une exploitation publique *unitaire* couvrant du réseau de ses établissements l'ensemble de la nation ». L'économie corporative est aussi basée sur *l'unification* de la production pour la rendre plus rationnelle, en laissant toutefois subsister l'initiative privée destinée à en amplifier l'intensité. Il semble logique, dans ces conditions, que le terme « Communauté » ait éveillé les soupçons des corporatistes italiens soucieux d'assurer avant tout la sauvegarde de la souveraineté centralisatrice du régime.

A l'idéologie égoïste de l'« homo œconomicus » tyrannisé

(1) F. PERROUX. *Vers un ordre et une économie communautaire*. Revue « Construire », Paris, 1941 (n° 1).

par la maladie du gain, à la conscience « quantitative » du capitalisme, succède la conscience « humaniste » et qualitative du corporatisme qui tout en maintenant une quantité de produits suffisante pour satisfaire les besoins, tempère l'égoïsme humain en faisant revivre comme aux beaux temps de la Renaissance, les satisfactions autrement élevées de la contemplation artistique ou technique de l'œuvre.

C'est par cette transformation du mobile de l'action individuelle que le corporatisme se différencie surtout de l'économie libérale qui fait de l'hédonisme le principal instrument du progrès ; et du socialisme qui part du même principe matérialiste et qui, pour cette raison, concentre la puissance directive entre les mains de l'Etat.

Le corporatisme écarte au contraire le principe « hédonistique » en considérant que l'homme même quand il accomplit une action économique n'agit pas toujours sous l'impulsion de l'intérêt matériel. « L'homme économique n'existe pas, lit-on dans le grand discours prononcé le 14 novembre 1933 par le Duce ; il y a l'homme intégral qui est politique, qui est économique, qui est religieux, qui est saint, qui est guerrier ».

L'altruisme corporatif trouve d'ailleurs son origine dans le pessimisme même des économistes classiques qui limitent les bienfaits de la libre concurrence et aussi dans le sentiment de solidarité humaine qui a animé les premiers auteurs du socialisme idéaliste tels que Carlyle, Ruskin, Tolstôï Ibsen, William Morris, Bruce Jones, Manzoni, etc., dont la pensée ne se retrouve plus dans les constructions apocalyptiques de Karl Marx.

Si du domaine théorique, nous descendons dans le domaine pratique pour essayer d'évaluer à l'aide des statistiques officielles des avantages réellement apportés dans l'écono-

mie sociale italienne par l'application des règles corporatives, nous nous apercevons que les chiffres positifs ne semblent pas confirmer pleinement les espoirs que pouvaient légitimement faire naître les nombreux bienfaits théoriques présentés par l'institution (1).

Certains en ont tiré un jugement hâtif, et définitif, nettement défavorable au corporatisme.

Il est facile de soutenir le contraire en songeant tout d'abord que le corporatisme italien, réellement mis en vigueur depuis 1934 n'est pas encore arrivé à maturité. De toute organisation, si bonne soit-elle, on ne peut attendre des miracles immédiats. Durant toute la phase expérimentale du corporatisme il faut attendre que les hommes dans leur mentalité et les choses dans leur manière d'être se sélectionnent et se rectifient au feu des nécessités de la pratique journalière.

En outre, il ne faut surtout pas oublier que l'économie n'est qu'un élément et une force de la politique ; or l'expé-

(1) Prenons par exemple pour janvier 1939 le tarif horaire du salaire en vigueur dans les diverses industries italiennes, nous voyons qu'un maître maçon gagne 3 lires 45, un paveur 4 lires 60, un manoeuvre 2 l. 85, un mécanicien spécialisé 3 l. 55, un ouvrier électricien spécialisé 3 l. 90. Si nous passons aux gains *moyens* horaires au mois de décembre 1938, nous tombons à 2 l. 52 pour l'ensemble des travailleurs des industries agricoles et alimentaires et des industries extractives et à 2 l. 66 pour les industries mécaniques. (Bollettino statistico-governatorato di Roma. Ufficio di statistica). Nous sommes loin des gains perçus en France où, en 1930, un maçon gagnait à Paris 52 francs par jour, un mineur 40 fr. 05 et un ajusteur 47 fr. 92 (chiffres cités dans l'ouvrage de M. ROSENSTOCK-FRANK : *L'Economie corporative en doctrine et en fait*, Paris, 1934). La différence serait encore plus sensible si on l'étendait aux tarifs anglais ou américains. Il y a lieu de préciser que de nombreux avantages matériels (tarifs ferroviaires, tarifs spéciaux pour les spectacles, œuvres du Dopolavoro, etc...) viennent limiter le chiffre total que le travailleur dépense effectivement chaque mois ; par ailleurs le niveau inférieur des prix contribue aussi à assurer à l'ouvrier transalpin une vie décente malgré un salaire nominal très faible.

rience corporative s'est développée jusqu'ici dans une ambiance mondiale, politique et sociale, particulièrement troublée. On peut utilement rappeler à cet égard la terrible crise qui depuis 1930 a secoué et souvent brisé l'économie de diverses nations. Et plus particulièrement en ce qui concerne l'Italie les guerres successives dans lesquelles elle a sans arrêt été entraînée jusqu'au seuil du conflit actuel et dont la série a été ouverte par la campagne d'Ethiopie qui a provoqué l'application des sanctions économiques.

Cette ambiance troublée d'économie de guerre fausse nécessairement les résultats réels de l'expérience corporative et empêche l'observation scientifique de son développement.

Il faudrait pour mesurer exactement les bienfaits de ce régime poser inversement le problème et se demander ce que serait devenue sans lui l'économie du pays considéré. Etant donné la pauvreté bien connue de l'Italie il est certain que la persistance d'un régime libéral aurait, par toutes les dépenses de richesses qu'il comporte, réduit cette nation aux échelons les plus bas de la hiérarchie économique internationale.

C'est pourquoi si l'on compare les chiffres relevés dans les bulletins officiels de statistique transalpins à ceux recueillis aux Etats-Unis par exemple, on ne peut en déduire un jugement absolu sur la valeur intrinsèque des régimes appliqués dans les pays considérés.

Sans corporatisme l'Italie serait encore plus pauvre, avec le corporatisme les Etats-Unis seraient encore plus riches

Il ne faut pas que la pauvreté économique du pays auquel s'applique l'institution fausse le jugement que l'on se fait de l'institution elle-même. Comme l'a écrit justement Naza-

reno Mezzetti (1) : « En Italie, le problème principal est celui de la production ; on ne peut poser un problème de distribution sans avoir préalablement résolu celui de la production, de sorte que si l'on répartissait entre les quarante-cinq millions d'Italiens la richesse nationale existante on créerait non pas des riches, mais une totalité de misérables ».

Si l'expérience corporative n'a pas eu prise sur des nations riches, comme l'Angleterre ou les Etats-Unis, c'est que lorsqu'on vit dans l'abondance on ne songe guère à aménager une économie plus rationnelle destinée à éviter les fuites et à éliminer les imperfections de fonctionnement.

Par contre les pays appauvris dont l'avenir s'annonçait inquiétant ont tous choisi pour leur salut, le remède corporatif.

Mais pour éviter le cruel paradoxe de la misère au milieu de l'abondance permise par le progrès scientifique, pour éviter que le blé serve de combustible aux locomotives alors que des hommes meurent de faim, les nations riches elles-mêmes sont fatalement amenées, sous des appellations évidemment différentes, car le gros public est très sensible à la terminologie, à la méthode corporative de la réglementation et de la discipline de l'économie.

Et ainsi, l'expérience corporative marque dans l'évolution progressive de l'économie libérale un degré plus élevé de perfection que celui auquel étaient parvenus les mercantilistes, les physiocrates, les libéraux, les socialistes. C'est dans ce sens qu'il faut interpréter la parole du Duce dans son discours du 7 mai 1928 au troisième congrès national des syndicats fascistes « Le siècle actuel verra une nouvelle

(1) NAZARENO MEZZETTI. *Mussolini e la questione sociale*. Rome, 1938.

économie, comme le siècle passé a vu l'économie capitaliste, le siècle présent verra l'économie corporative ».

Ce sont les idées qui dirigent les hommes et les nations ; le corporatisme ne représente pas la vérité absolue et définitive, mais une vérité contingente destinée dans un avenir plus ou moins prochain, à être dominée à son tour suivant la direction que prendra l'évolution morale et spirituelle des peuples.

VU :

Le Doyen,

Georges RIPERT.

VU :

Le Président,

François PERROUX.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

Gilbert GIDEL.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES

- ADAM (Léon). — *Corporations et Constitutions*. 1935.
- AGAPITIDES (Sotiris). — *Le corporatisme en Italie*. Thèse, Paris, 1935.
- AMBRIS (A. de). — *Dopo un ventennio di rivoluzione, il corporativismo*. Bordeaux, 1935.
- AMOROSO (Luigi). — *Principii di economia corporativa*. Bologne, 1938.
- ARIAS (Gino). — *L'Economia nazionale corporativa*. Rome, 1929.
- » » *Il salario Corporativo*. Modène, 1929.
- AYME-GUERRIN. — *Trois expériences : Communiste U.R.S.S. Socialisante U.S.A. Corporative Italie*. Paris, 1937.
- BACCONNIER (Firmin). — *Le salut par la corporation*. Paris, 1936.
- BALLARINI (Franco). — *Dal liberalismo al corporativismo*. Turin, 1935.
- BÄUDIN (Louis). — *Le corporatisme*. Paris, 1941.
- BERTOLOTTO (Guido). — *Lo stato e la dottrina corporativa*. Bologne, 1931.
- BERTOLOTTO (Guido). — *Diritto Corporativo*. Milan, 1938.
- BLOCH (Maurice). — *Etude comparée d'un régime économique libéral, socialiste ou corporatif*. Thèse, Paris, 1939.
- BODIN (Charles). — *Le problème du corporatisme en France*. Rennes, 1935.
- BODIN DE GALEMBERT. — *Le régime corporatif italien*. Paris, 1935.
- BONNARD (Roger). — *Syndicalisme, corporatisme et Etat corporatif*. Paris, 1937.
- BOREL (J.). — *L'expérience corporative en Italie*. Lausanne, 1933.
- BOTTAI (Guiseppe). — *L'ordinamento corporativo della stato*. Rome, 1927.
- » » *Il Cammino delle corporazioni*. Florence, 1935.
- BOURGIN (Georges). — *L'Etat corporatif en Italie*. 1935.
- BOUVIER-AJAM. — *La doctrine corporative*. Paris, 1937.
- » » *La question du corporatisme*. Paris, 1938.
- CACCIA. — *L'economia corporativa e i cicli economici*. Milan, 1935.
- » *Tipo aureo e cicli economici*. Milan, 1937.
- CARLI (Filippo). — *Premesse di economia corporativa*. Pise, 1929.

- CHANSON (Paul). — *Les droits du travailleur et le corporatisme*. Paris, 1935.
- » » *Pour sortir de la crise par l'organisation des libertés corporatives*. Paris, 1936.
- COQUELLE-VIANCE (Georges). — *Libertés corporatives et unité nationale*. Paris, 1937.
- » » *Un ordre corporatif français*. Paris, 1939.
- COSTAMAGNA (Carlo). — *Diritto corporativo italiano*. 1928.
- DENIS (Pierre). — *Economie Corporative*. 1937.
- DEVRIENT (Raymond). — *L'organisation syndicale et corporative en Italie*. 1931.
- DROY (Henri). — *L'expérience corporative italienne*. Paris, 1937.
- DUPEYROUX (Henri). — *La Charte du Travail en Italie*. 1928.
- DUPRAZ (Joannès). — *Regards sur le Fascisme, corporatisme d'aujourd'hui*. 1935.
- ECCARD (Frédéric). — *Mussolini et les corporations*. Rome, 1938.
- ESPINOSA (Agostino degli). — *Question d'économie corporative*. Revue « Economia », 1934.
- FANNO (Marco). — *Introduzione allo studio della teoria economica del corporativismo*. Padoue, 1935.
- FANNO (Marco). — *Considerazioni sull'economia corporativa*. Revue « Le Stato », avril 1931.
- FANNO (Marco). — *Cicli di produzione, cicli del credito e fluttuazioni industriali*. Revue « Giornale degli Economisti », mai 1931.
- FANNO (Marco). — *Problemi della politica rurale e stato corporativo*. Padoue, 1930.
- FERRI (Carlo). — *L'ordinamento corporativo dal punto di vista economico*. Padoue, 1933.
- FORTELE (Victor de la). — *La matière et les corporations*. 1935.
- FOVEL (Massimo). — *Economia e corporativismo*. Ferrare, 1929.
- » » *Politica economica ed economia corporativa*. Rome, 1929.
- FUCILE (Edmond). — *Le mouvement corporatif en Italie*. Thèse, Paris, 1929.
- GANGEMI (Lello). — *Fascismo e corporativismo*. Rome, 1928.
- » » *I fondamenti della economia corporativa*. Rome, 1932.
- GANGEMI (Lello). — *Lineamenti di politica economia corporativa*. Catane, 1932.
- GARNIER (Robert). — *L'organisation constitutionnelle de l'Etat corporatif italien*. Thèse, Paris, 1934.
- GERACE (Giuseppe), ASSANTE (Arturo). — *L'Etat fasciste*. Naples, 1933.
- GIANI (Guido). — *Crise et corporatisme*. Thèse, Grenoble, 1935.
- GIORDANO (Ernesto). — *Natura e funzioni della corporazione*. Modene, 1935.

- GIUA (Stephano). — *Premesse allo studio dell'economia corporativa*. Rome, 1930.
- JANNACONNE (L.). — *Prezzi e mercati*. Turin, 1936.
- JOLLY (Pierre). — *La mystique du corporatisme*. Paris, 1935.
- KARL MAX. — *Le Capital*. Paris, Editions Vita.
- LACHIN (Maurice). — *La IV^e Italie*. Paris, 1938.
- LEIBHOLZ (Gerhard). — *Syndicalisme corporatisme et Etat corporatif*. Paris, 1939.
- LENORMAND (Maurice). — *Manuel pratique du corporatisme*. Paris, 1938.
- LESCAZE (Julien). — *Corporation et Etat*. Paris, 1936.
- LESCURE. — *Le nouveau régime corporatif italien*. Paris, 1934.
- » *Cours d'Economie sociale comparée*. Paris, 1939.
- L'HÉRITIER (Michel). — *Les corporations, leur rôle dans le passé, le rôle qu'elles peuvent jouer dans l'avenir*. Paris, 1921.
- LUCE-GILSON (Raymond). — *Le corporatisme est-il viable ?* Paris, 1936.
- MANARESI (Aurèlio). — *Problemi corporativi*. Bologne, 1939.
- MANOILESCO (Michaël). — *Le siècle du corporatisme. Doctrine du corporatisme intégral et pur*. 1934.
- MARTIN (Henri). — *La Corporation*. Paris, 1941.
- MASCI (G.). — *Crisi economica ed economia corporativa*. Rome, 1934.
- » *Saggi critici di Teoria e Metodologia economica*. Cattane, 1934.
- MATHON (Eugène). — *La corporation, base de l'organisation économique*. Paris, 1934.
- » *Le producteur, la corporation, l'Etat*. Paris, 1935.
- MAZZONI (Giuliano). — *L'ordinamento corporativo contributo alla fondazioni di una teoria generale*. Padoue, 1934.
- MICELI (Guisepppe). — *Manuale di norme corporative*. Rome, 1928.
- MICHELIS (G. de). — *La corporation dans le monde*. Paris, 1935.
- MISSIROLI (Mario). — *Studi sul fascismo*. Bologne, 1934.
- MOSCA (G.). — *Histoire des Doctrines Politiques depuis l'antiquité jusqu'à nos jours*. Paris, 1936.
- MUSSOLINI (Benito). — *La dottrina del Fascismo*. Milan-Rome, 1932.
- » *Œuvres et discours*. T. VI. *Le fascisme au pouvoir... l'organisation corporative*. Paris, 1936.
- NAPOLITANO (Gaetano). — *Principi di economia corporativa*. Rome, 1930.
- NAZARENO MEZZETTI. — *Mussolini e la questione sociale*. Rome, 1938.
- PANUNZIO (Sergio). — *Che cos'è il Fascismo*. Milan, 1924.
- » *Stato nazionale e sindacati*. Milan, 1924.
- » *Lo stato fascista*. Bologne, 1925.
- » *Il sentimento dello stato*. Rome, 1929.
- » *La pluralità degli ordinamenti giuridici e l'unità dello stato*. Milan, 1931.

- » *Nulla actio sine lege* in *Studi di diritto Pubblico*. Padoue, 1931.
- » *Rivoluzione e costituzione*. Milan, 1933.
- » *Teoria generale dello stato fascista*. Padoue, 1937.
- FABI (Giuseppe Ugo). — *Lezioni di economia generale e corporativa*. Padoue, 1934.
- » *Lezioni di economia politica corporativa*. Vol. III. Padoue, 1937.
- PARETO (Vilfredo). — *Cours d'économie politique*. Lausanne.
- PERROUX (F.). — *Contribution à l'étude de l'économie et des finances de l'Italie depuis la Guerre*. Paris, 1929.
- » *Economie corporative et système capitaliste*. (Revue d'économie politique, septembre 1933).
- » *Capitalisme et communauté de travail*. Paris, 1938.
- » *Pour et contre la communauté de travail*. (Archives de philosophie du droit et de sociologie juridique). 1939.
- » *Vers un ordre et une économie communautaires*. (Revue Construire. Paris, 1941 (n° 1).
- » *Cours d'Economie Politique*. T. IV. Paris, 1941.
- PIROU (Gaëtan). — *Le corporatisme comparé au libéralisme, à l'étatisme, et au syndicalisme*. Paris, 1935.
- » *Essais sur le corporatisme*. Paris, 1937.
- » *Nouveaux aspects du corporatisme*. Paris, 1938.
- » *Néo-libéralisme, néo-socialisme, néo-corporatisme*. Paris, 1938.
- PLANES BURGADE (Georges). — *Avantages sociaux et économiques d'un régime corporatif*. 1934.
- PRÉ (Roland). — *L'organisation des rapports économiques et sociaux dans les pays à régime corporatif*. (Thèse). Paris, 1936.
- » *Le bilan du corporatisme : Italie, Autriche, Portugal, Allemagne*. Paris, 1936.
- RAZZA (Luigi). — *La corporazione nello stato fascista*. Rome, 1934.
- RIVA SANSEVERINO (Luisa). — *Salario minimo e salario corporativo*. Rome, 1931.
- RONCHI (Ennio). — *Economia liberale, economia socialista, economia corporativa*. Rome, 1932.
- ROSENSTOCK (Franck). — *L'économie corporative en doctrine et en fait*. Paris, 1934.
- ROWE (J.-W.-F.). — *Wages in practice and theory*. London, 1928.
- SACERDOTI (Piero). — *Le corporatisme et le régime de la production et du travail en Italie*. Paris, 1938.
- SERMANTI (Alfonso). — *Corporazioni della produzione e corporazioni del lavoro*. Rome, 1933.
- SERPIERI. — *Problemi della terra nell'economia corporativa*. Rome, 1929.
- SPIRITO (Ugo). — *La critica dell'economia liberale*. Milan, 1930.

- » *Individuo e stato nella concezione corporativa*. Vol. I. Rome, 1932.
- » *I fondamenti dell'economia corporativa*. Milan-Rome, 1932.
- » *L'economia Programmatica corporativa*. Florence, 1933.
- » *La crisi del capitalismo e il sistema corporativo*. 1934.
- STEFANI (Alberto de). — *L'ordini economico nazionale*. Bologne, 1935.
- VALDOUR (J.). — *La doctrine corporative*. Paris, 1929.
- VALENZIANI (C.). — *Le corporatisme fasciste*. Paris, 1935.
- VIANCE (Georges). — *Démocratie, dictature et corporatisme*. Paris, 1939.
- VIESTI (L.). — *Stato e diritto fascista*. (Préface de S. Panunzio). Venise, 1929.
- VITO (Francesco). — *I sindacati industriali cartelli-gruppi*. Milan, 1930.
- » *Le coalizione delli imprese*. Milan, 1933.
- » *Le basi teoriche dell'economia corporativa*. Milan, 1934.
- » *Risparmio forzato e cicli economici*. Milan, 1937.
- » *L'organizzazione industriale e l'economia corporativa*. Milan, 1939.
- WEININGER (A.-M.). — *L'organisation syndicale et corporative italienne*. Paris. 1934.
- ZAMANSKI (Joseph). — *Structure de l'autorité corporative*. 1938.

REVUES FRANÇAISES

Année Politique.
Archives de Philosophie du Droit et de Sociologie juridiques. Paris.
Bulletin quotidien de presse étrangère.
Construire. Paris.
Esprit.
Etudes. Revue catholique d'intérêt général. Paris.
Europe Nouvelle.
Frontières.
Journal des Economistes. Paris.
L'Economie Internationale. Paris.
L'Etat moderne. Paris.
Revue d'Economie Politique. Paris.
Revue des Deux Mondes. Paris.
Revue Economique Française. Paris.
Revue Economique Internationale. Bruxelles.
Revue Internationale du Travail.
Revue Politique et Parlementaire.
Revue des Travaux de l'Académie des Sciences morales et politiques.

REVUES ITALIENNES

Annali di Economia.
Anti europa.
Archivio di studi corporativi. Pise-Florence.
Assicurazioni sociali. Rome.

Autarchia. Pisa.
Bibliografia fascista. Rome.
Critica Fascista. Rome.
Critica sociale.
Echi e commenti. Rome.
Economia. Florence-Rome.
Gerarchia. Milan.
Giornale degli Economisti ed Annali di Economia. Milan-Rome.
I quaderni delle corporazioni. Rome.
Il Diritto del Lavoro. Rome.
La critica Politica. Rome.
La stirpe. Rome.
La riforma sociale.
Lo stato. Rome.
Nuova antologia.
Nuovi studi di diritto, Economia e politica. Milan-Rome.
Politica. Rome.
Politica sociale. Rome.
Politica socialista.
Quaderni del lavoro. Rome.
Rivista Bancaria. Rome.
Rivista di diritto, economia e commercio. Rome.
Rivista di politica economica. Rome.
Rivista internazionale di scienze sociali. Milan-Rome.
Studi dell' Istituto di Diritto pubblico e legislazione sociale.
Studi e documenti di diritto ed economia del lavoro. Rome.

DOCUMENTS GOUVERNEMENTAUX

Bollettino ufficiale del ministero delle corporazioni.
Bollettino del lavoro e della previdenza sociale.
Feuilles d'informations corporatives.
Informazioni corporative.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	7
CHAPITRE PREMIER. — <i>Le corporatisme est la résultante inéluctable des forces évolutives du régime capitaliste.</i>	
1. — Le régime de libre concurrence parfaite	13
2. — Sa transformation et son évolution	15
3. — Apparition de la nécessité d'un contrôle	18
4. — Exigence théorique de l'économie corporative, ses caractères	19
5. — Nécessité du caractère d'injonction du corporatisme	22
6. — Comparaison avec les corporations sous l'ancien régime et avec le corporatisme d'association	27
CHAPITRE II. — <i>L'expérience corporative interprétée comme doctrine de l'ordre, de l'injonction.</i>	
1. — Enonciation du principe	30
2. — La crise de l'Etat moderne	32
3. — L'effort socialiste	34
4. — La reconstruction corporative	34
5. — La fonction corporative	37
6. — Caractère juridique de la corporation, son pouvoir normatif	39
7. — Réfutation de l'objection formulée contre la subordination de l'économie à l'Etat corporatif	44
8. — L'élimination du danger d'un corporatisme autonome.	45
CHAPITRE III. — <i>L'expérience corporative considérée comme moyen de réalisation d'un salaire juste et déterminé.</i>	
1. — La zone d'indétermination du salaire en régime de libre concurrence parfaite	47
2. — La zone d'indétermination en régime de monopole bilatéral	49
3. — La précision des limites du salaire au cours des siècles et l'apport des écoles libérale et socialiste	51
4. — Caractères généraux du salaire corporatif	56
5. — La diminution de la marge d'indétermination	58

CHAPITRE IV. — *Le corporatisme interprété comme moyen d'assurance des risques non assurés.*

1. — Le principe	65
2. — La consolidation des assurances existantes	66
3. — Assurance de tous les risques individuels	68
4. — L'assurance des entreprises	72
5. — Assurance contre le risque d'expropriation violente ..	73
6. — Assurance résultant de la suppression de la grève et du lock-out	73
7. — Assurance contre le risque d'un déséquilibre entre production et consommation	74
8. — Assurance contre le risque d'une erreur d'appréciation dans les investissements	76
9. — Assurance contre le risque d'aggravation du coût	76
10. — Assurance du maintien de l'intérêt individuel	76
11. — Coût de l'institution	78
12. — Intérêt pratique de la conception d'assurance	79

CHAPITRE V. — *La prévention et l'atténuation des crises par le régime corporatif.*

1. — Les crises en régime capitaliste à petites unités	83
2. — Déséquilibre entre la production et la consommation..	84
3. — Déséquilibre entre coûts et prix	85
4. — Absence de simultanéité dans la variation des prix et des salaires	86
5. — Déséquilibre entre épargne et investissements	87
6. — Inaptitude du régime de libre concurrence parfaite à dominer sans pertes de capitaux ces déséquilibres..	88
7. — Régime de concentration, de coalition et de monopole.	89
8. — Remèdes proposés par les libéraux	90
9. — La solution corporative	93
a) discipline unitaire et contrôle de la production ..	94
b) augmentation de la production, réduction des coûts normaux et élimination des coûts spécifiques	96
c) ajustement du volume de l'épargne au volume des investissements nouveaux	98
d) Simultanéité de variation des prix et des salaires..	99
e) remèdes réparateurs	99
10. — Fluctuations inéliminables	100
11. — Conditions que doit remplir le régime corporatif pour obtenir ces résultats	101
12. — Nécessité d'un programme pour parfaire l'efficacité du régime corporatif	102

CHAFITRE VI. — *L'identification de l'individu et de l'Etat comme fin suprême du régime corporatif.*

1. — Portée de l'interprétation	105
2. — Son origine dans la nature du concept d'Etat	106
3. — Enonciation du principe	109
4. — Eléments officiels et pratiques qui l'étayent	109
5. — Réfutation des objections formulées	111
6. — L'identification de l'individu et de l'Etat n'est encore qu'un but plus qu'une réalité	114
7. — Utilité pratique de cette interprétation	115
a) unification du bien être individuel et du bien être social	115
b) nouvelle acceptation du concept de liberté économique	118
c) identification de l'économie nationale à l'économie internationale	118
CONCLUSION	120
BIBLIOGRAPHIE	127

PARIS - LIBRAIRIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

3, RUE SOUFFLOT — PARIS-V — 1941
